

À quelques jours de la décision sur le référendum

Le PQ partagé entre l'automne et le printemps

par Daniel L'HEUREUX

SAINT-JEAN. — A quelques jours de la décision que doit prendre le premier ministre René Lévesque quant à savoir si le référendum aura lieu l'automne prochain ou le printemps suivant, le Conseil national du Parti

québécois demeurait hier «pour le moins partagé» entre ces deux échéances possibles.

L'expression «pour le moins partagé» vient du premier ministre lui-même car, faut-il le rappeler, c'est à huis clos que le chef du Parti québécois avait

décidé de consulter ses troupes sur l'échéancier référendaire.

Néanmoins, toutes les informations recueillies d'autres sources à la suite de cette séance à huis clos confirment que le Conseil national est effective-

ment très partagé entre l'une et l'autre saisons.

Non seulement aucune tendance claire ne se serait dégagée des opinions exprimées par les membres du Conseil national, mais il apparaît même que plusieurs intervenants se sont pré-

sentés au micro en exprimant leurs propres hésitations et en formulant des opinions très nuancées.

Il faut dire, que contrairement à ce que certains observateurs s'attendaient, toutes les sources consultées étaient d'accord pour

dire que M. Lévesque n'avait nullement cherché à orienter le Conseil national en faveur de l'une ou l'autre saison. Le chef du gouvernement se serait contenté de faire valoir les avantages et les inconvénients de l'une

— Voir PQ en page A 6

la presse

LE PLUS GRAND
QUOTIDIEN
FRANÇAIS
D'AMÉRIQUE

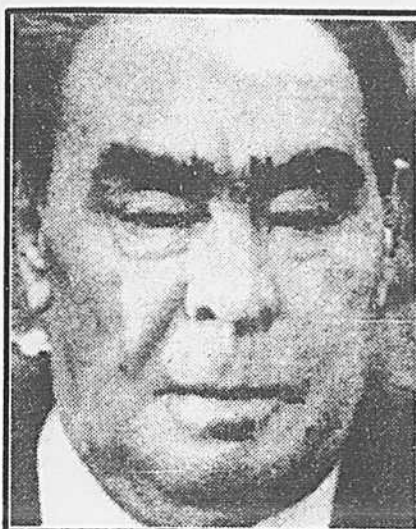
MONTREAL,
LUNDI 18 JUIN 1979,
95e ANNÉE, no 142,
52 PAGES, 4 CAHIERS

25 CENTS

ABONNEMENT LUNDI AU SAMEDI \$12.75

METEO

Dégagement suivi
de périodes nuageuses
Minimum: 18 Maximum: 25
Demain: Beau
Détails à la page A 2



Les accords Salt II

Carter et Brejnev: un compromis «réaliste»

— page A 6



le sport
19 à 3

Les Expos se payent une fête

Victoire de 19-3, 24 coups sûrs, cinq circuits dont trois consécutifs, un triple, trois doubles et la participation de 17 joueurs; voilà un petit résumé en chiffres de la fête que se sont payée les Expos, hier après-midi au stade olympique, contre les Astros de Houston. La formation montréalaise a ainsi porté à trois matches son avance au premier rang de la division Est.

—page B 1

États-Unis

90 p.c. des postes d'essence fermés hier

Plus de 90 pour cent des stations-service américaines étaient fermées hier et les automobilistes des grandes villes du Nord-Est et du Texas ont eu de la difficulté à s'approvisionner.

— page C 3

Une trêve dans les hôpitaux

La Fédération des syndicats professionnels d'infirmiers et d'infirmières suspend pour l'instant les grèves tournantes qui sévissent dans les hôpitaux depuis plus de trois semaines, mais en même temps, elle met le gouvernement en garde: si les négociations échouaient, les grèves reprendraient de plus belle et cette fois-ci, on n'y irait pas avec le dos de la cuiller. Pierre VENNAT rapporte toutefois que le ton était également à la conciliation en fin de semaine, en raison du climat favorable des négociations.

— page A 3

sommaire

Arts et spectacles
— Informations: C 7 à C 9
— Horaire: C 12
Bandes dessinées: B 12
Décès, naissances, etc.: D 13
Economie: D 1, D 2
Editorial: A 4
Êtes-vous observateur: D 5
FEUILLETON:
Émeraudes: D 3
Horoscope: B 12
Jardins et maisons: D 12
Le monde: A 8, A 9
Mon œil sur Montréal: C 12
Mots croisés: B 12
Page des lecteurs: A 5
Petites annonces: C 18, C 11
D 3 à D 11
Sports: B 1 à B 12
Vivre aujourd'hui: C 1, C 2

Les tournées donnent chaud à Corinne



Tout au long de la tournée, M. Lévesque a oublié de présenter sa femme, qui est restée discrète. Cette photo prise antérieurement reflète bien l'attitude que le couple a affichée d'une ville à l'autre.

Pas question de faire des discours

De Côte-Nord en Gaspésie, de Port-Cartier à Matane, en passant par Forestville, Corinne Côté-Lévesque faisait en fin de semaine sa première tournée officielle comme première dame du Québec.

Lorsque Mme Lévesque s'est fait demander de prononcer un petit discours, son mari est intervenu en riant: «Écoutez, ma femme a fait une toute petite interview à Radio-Québec, a-t-il dit, j'ai souffert pendant trois jours avant et puis quasiment pendant trois jours après. Ça viendra tranquillement.»

Quoi qu'il en soit, partout, les notables étaient fiers d'être les premiers à accueillir Mme Lévesque. On lui offre une gerbe de roses, un paysage peint par un artiste local ou un poncho fait à la main. Mme Lévesque remercie gentiment, presque au supplice, tant tout cela l'intimide, raconte Lysiane GAGNON. Mais les gens ne s'en font pas: «Ça prouve qu'elle est restée simple», disent-ils.

Mme Lévesque est quand même un peu à l'écart, car son mari a l'habitude de fonctionner tout seul comme homme public, au point qu'il oublie de présenter sa femme aux gens qu'il rencontre. A Matane, Corinne Côté-Lévesque a préféré rester à l'abri dans une voiture couverte plutôt que de prendre place dans une voiture décapotable avec son mari lors du défilé ouvrant le Festival de la crevette.

— page A 10

le monde

• Somoza: chute imminente

Au terme d'une journée d'intenses combats à Managua et dans le sud, les observateurs estiment que la chute de Somoza serait imminente. Les Sandinistes ont formé une junte d'opposition et comptent installer prochainement un gouvernement provisoire à Rivas.

• Réfugiés: la déportation

La Malaisie et la Thaïlande ont repris ce week-end l'expulsion des réfugiés vietnamiens et cambodgiens de leurs territoires respectifs, malgré les appels à la compassion de la communauté internationale.

— page A 8

Peter Zazofsky gagne le Concours de violon

L'Américain Peter Zazofsky, 25 ans, a gagné le premier prix du treizième Concours international de Montréal, discipline violon. Son nom a été connu peu après minuit, ce matin. Il a ainsi mérité la somme de \$10,000.

Selon notre chroniqueur Claude Gingras, Zazofsky a démontré des qualités de violoniste absolument complet, c'est-à-dire à la fois technicien, musicien et interprète.

— page C 7

édito

• Marine Industrie à un carrefour

par Ivan GUAY

— page A 4

Une baleine frappe le dinghy de Parsons

HALIFAX (AFP, UPI, Reuter, CP) — Un navigateur britannique, Paul Parsons, 30 ans, a échoué dans sa tentative de traverser l'Atlantique en canot pneumatique, son embarcation ayant été endommagée par une baleine.

M. Parsons, un préposé aux bagages d'Air Canada à Londres, a été recueilli samedi soir à 60 milles nautiques de son point de départ par le bateau de pêche «Cap Pictou». Des voies

d'eau s'étaient déclarées dans son embarcation et son gouvernail lui avait faussé compagnie. Il était parti de Halifax vendredi matin. Lorsque ses sauveteurs sont arrivés, neuf heures après qu'il eut lancé son signal de détresse, le navigateur pompait 30 gallons d'eau à la minute de son canot pneumatique.

Il espérait traverser l'Atlantique en deux mois et devenir le premier à réussir l'exploit en

canot pneumatique. Il avait avec lui des provisions pour 80 jours.

Parsons avait obtenu un congé sans solde de sept mois d'Air Canada. Sur le «Cap Pictou», on précise qu'il s'est engagé comme marin.

Même si la baleine qui a rendu hors d'usage son embarcation l'a presque jeté par-dessus bord, Parsons s'est tiré indemne de cette aventure. Il compte de nouveau tenter l'expérience l'an prochain.



SONDAGE GALLUP

tous droits réservés

Autre aspect du vote du 22 mai

Il n'est pas surprenant que les personnes dont la famille compte un ou plusieurs syndiqués aient soutenu le NPD, aux dernières élections fédérales, dans une proportion plus grande (25%) que les personnes non apparentées à des syndiqués (15%). Le soutien au Parti conservateur a été pour sa part de 29% dans les familles à syndiqués, en regard de 39% dans les autres.

En comparaison des élections de 1974, les conservateurs ont enregistré des gains parmi les personnes possédant une éducation universitaire. Peu de temps avant les dernières élections, 38% de ces personnes avaient laissé entendre qu'elles voteraient pour le Parti conservateur, contre 29% parmi celles dont l'éducation formelle s'était achevée au niveau élémentaire.

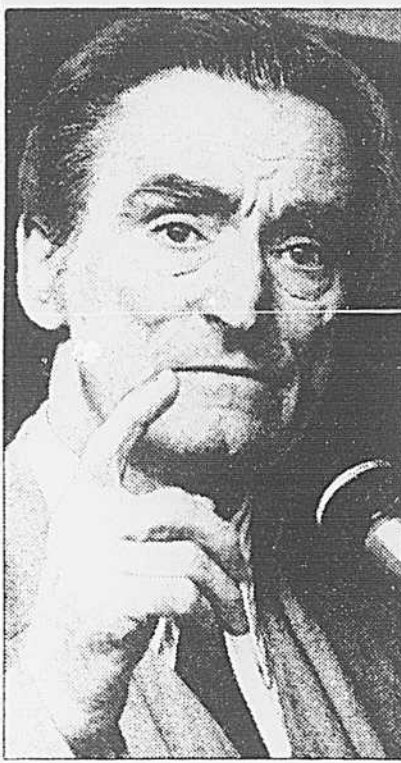
Le tableau suivant donne les résultats de sondages effectués peu avant les quatre dernières élections par l'Institut canadien de l'opinion publique. Au scrutin de mai dernier, les conservateurs ont obtenu 36% du vote national, comparé à 40% pour les libéraux, 18% pour les néo-démocrates et 6% pour les autres partis.

Ces dernières conclusions se fondent sur 1.501 interviews effectuées les 15 et 16 mai auprès d'électeurs à travers le Canada. Un échantillonnage de cette ampleur donne des résultats exacts à quatre pour cent près dans 19 cas sur 20.

La question posée était la suivante:

«Si une élection fédérale se déroulait aujourd'hui, au candidat de quel parti pensez-vous que vous accorderiez vos suffrages?»

	Favoriseraient			
	Libéraux	P.C.	NPD	Autres
Familles à syndiqués				
1979	38%	29%	25%	8%
1974	44	27	22	7
1972	32	33	25	10
1968	46	22	27	5
Familles sans syndiqués				
1979	41	39	15	5
1974	43	39	13	5
1972	41	36	14	9
1968	47	33	13	7
Education élémentaire				
1979	47	29	18	6
1974	44	31	16	9
1972	35	32	18	15
1968	44	30	15	11
Education secondaire				
1979	39	38	18	5
1974	41	38	16	5
1972	38	36	18	8
1968	46	30	20	4
Education universitaire				
1979	36	38	19	7
1974	50	33	14	3
1972	42	38	20	—
1968	60	30	8	2



Le chef du Parti libéral du Québec, M. Claude Ryan, ignore où est passé l'argent des dons du CN et d'Air Canada.

Contributions de \$125,000 à Pro-Canada

Ryan désapprouve le CN et Air Canada

SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE (UPC) — Faisant écho à un article paru dans LA PRESSE selon lequel Air Canada et le Canadien national ont contribué \$125,000 à la caisse de Pro-Canada, le chef du Parti libéral du Québec, Claude Ryan, a déclaré qu'il n'était pas du ressort des sociétés de la Couronne de faire de tels dons à des organismes à but politique.

La Fondation Pro-Canada prône en effet le «non» au référendum québécois.

M. Ryan a révélé qu'il avait entendu parler de ces dons il y a quelque temps, ajoutant qu'il avait insisté à l'époque pour que les dirigeants de la Fondation

s'arrangent pour que ces sommes ne soient pas dépensées par le Comité Pro-Canada.

CN aurait versé \$75,000 à Pro-Canada et Air Canada \$50,000. M. Ryan a souligné que de telles sommes ne devraient être utilisées qu'à des fins éloignées de l'action politique.

Qu'est-il advenu des dons?

Selon lui, de tels dons provenant de sociétés de la Couronne ne devraient servir qu'à des travaux sur l'unité nationale ou à la recherche de solutions aux difficultés entre francophones et anglophones ou dans les relations fédérales-provinciales.

M. Ryan ignore ce qui est advenu de ces dons, soulignant qu'il ne lui appartenait pas de les rendre publics lorsqu'il a appris leur existence.

Par ailleurs, le Mouvement national des Québécois s'indigne du geste d'Air Canada et de CN. «Chaque fois que nous voyons avec Air Canada et le Canadien national, nous contribuons maintenant à la campagne de publicité de Pro-Canada», dit-il.

Le MNQ s'interroge sur la provenance des autres dons faits à Pro-Canada et souligne que c'est à même les impôts que les Québécois versent à Ottawa que s'alimente la campagne de Pro-Canada.

Ambassade d'Israël La promesse de Clark sera honorée

OTTAWA (AFP) — Le Canada «honorerait l'engagement» pris par le premier ministre, M. Joe Clark, au cours de sa campagne électorale, de transférer son ambassade en Israël de Tel Aviv à Jérusalem, a déclaré M. Ron Atkey, ministre de l'Immigration, dans une interview télédiffusée hier soir sur la chaîne privée «CTV».

Le ministre, ancien professeur de droit âgé de 37 ans, a ajouté cependant: «L'ambassade ne va pas être transférée demain, ni la semaine prochaine, mais lorsque les circonstances le permettront, après un laps de temps convenable».

Proposition pour offrir un demi-salaire à Louise Harel

par Daniel L'HEUREUX

Petit coup de théâtre au Conseil national que tenait le Parti québécois, en fin de semaine, à Saint-Jean. Une proposition fut en effet soumise pour amener l'exécutif du PQ à confier à la nouvelle vice-présidente du parti, Mme Louise Harel, le mandat de faire la liaison avec les instances élues du parti et de lui accorder à cette fin... l'équivalent d'un demi-salaire.

Cette proposition, qui émanait du président du PQ-Montréal-Centre, M. Marc Lavallée, a évidemment pris l'allure d'un nouvel affrontement entre la gauche et l'establishment du PQ. Affrontement qui fut cependant mis en veilleuse au moins pour quelques mois puisque Mme Harel elle-même a demandé que l'étude de cette proposition soit reportée... à l'automne.

Mme Harel, comme on le sait, vient de se faire élire vice-présidente du Parti québécois et ce, à la déception évidente des principaux dirigeants du PQ, le premier ministre René Lévesque en tête, qui lui auraient préféré M. Pierre Renaud.

En plus de battre M. Renaud à la vice-présidence, Mme Harel s'était ouverte à LA PRESSE de son intention de solliciter le poste de permanent salarié qu'occupait son adversaire. Or, l'exécutif du PQ a préféré confier cette permanence à un

autre de ses membres. M. Pierre Harvey, qui occupera le poste de permanent à temps partiel.

La proposition soumise hier par Montréal-Centre visait à accorder l'autre «demi-salaire» à la vice-présidente.

Un membre de l'exécutif, M. Jean-Claude Moisan, s'est aussitôt précipité au micro pour dénoncer le principe dangereux selon lui de confier la fonction de liaison avec les élus à une seule personne.

Parlant pour sa part en faveur de la proposition, le président du PQ de l'Estrie, M. Claude Boucher, posa le débat en ces termes: «Le congrès a manifesté clairement sa volonté (avec l'élection de Louise Harel) que le parti prenne plus de pouvoir dans sa relation avec le gouvernement. C'est ce que cette proposition permet de réaliser».

C'est Mme Harel elle-même qui devait empêcher le débat d'aller plus loin en disant que le nouvel exécutif aurait prochainement l'occasion de mieux définir les tâches de chacun et que, dans cet optique, il valait mieux reporter le débat à l'automne.

Il faut dire que l'intervention de Mme Harel est survenue alors que les applaudissements partageaient assez chaudement les partisans et les opposants à la proposition. Et que la proposition n'était manifestement pas pour passer facilement...

LA MÉTÉO à Montréal

AUJOURD'HUI	DEMAIN
Minimum: 18 Maximum: 25	Beau
Dégagement suivi de périodes nuageuses	

au Québec

RÉGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	—	23	Périodes nuageuses	Beau
Outaouais	—	25	Périodes nuageuses	Beau
Laurentides	—	24	Périodes nuageuses	Beau
Cantons de l'Est	—	24	Dégagement	Beau
Mauricie	—	25	Périodes nuageuses	Beau
Québec	—	22	Averses ou orages	Ensoleillé
Lac-Saint-Jean	—	19	Averses ou orages	Ensoleillé
Rimouski	—	17	Averses et dégagement	Ensoleillé
Gaspésie	—	18	Averses et dégagement	Ensoleillé
Bas-Caraïbe	—	17	Averses et dégagement	Ensoleillé
Sept-Îles	—	17	Averses et dégagement	Ensoleillé

au Canada

	Aujourd'hui	Capitales	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Nuageux	Victoria	9	18
Alberta	Nuageux	Edmonton	9	18
Saskatchewan	Ensoleillé	Regina	10	23
Manitoba	Ensoleillé	Winnipeg	7	22
Ontario	Ensoleillé	Toronto	16	29
Nouveau-Brunswick	Ensoleillé	Fredericton	15	27
Nouvelle-Écosse	Ensoleillé	Halifax	17	28
Île-du-Prince-Édouard	Ensoleillé	Charlottetown	15	26
Terre-Neuve	Nuageux	Saint-Jean	5	16

si vous partez...

aux États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.		Min.	Max.
New York	20	27	Chicago	21	23	Nlle-Orléans	20	32
Washington	19	26	San Francisco	11	18	Miami	24	31
Boston	21	33						

vers les capitales

Amsterdam	—	—	Londres	19	—	Stockholm	—	—
Athènes	31	—	Le Caire	—	—	Sydney	—	—
Berlin	—	—	Lisbonne	—	—	Tokyo	24	—
Bruxelles	15	—	Madrid	23	—	Tunis	—	—
Casablanca	—	—	Moscou	27	—	Vienne	17	—
Genève	—	—	Paris	20	—	Varsovie	—	—
Hong Kong	25	—	Rome	22	—			

vers les plages

Acapulco	—	—	Bermudes	—	—	Nassau	26	32
Mexico	12	25	Barbade	—	—	Rio de Janeiro	—	—

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE L.T.E.E., 7, avenue, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400. Part de retour garanti.

TARIFS D'ABONNEMENTS				INFORMATION GÉNÉRALE	
LIVRAISON À DOMICILE: lundi au samedi				285-7272	
Lundi au vendredi				285-7070	
Samedi seulement				285-7030	
ABONNEMENTS PAYÉS D'AVANCE				PROMOTION	285-7100
par courrier: Canada				RELATIONS DE TRAVAIL	285-7383
Lundi au samedi					
\$37.00 \$74.00 \$148.00				PETITES ANNONCES (annonces classées)	
Lundi au vendredi				Commandes	285-7111
\$24.00 \$48.00 \$96.00					
Samedi seulement				du lundi au vendredi 9h à 17h	
\$13.00 \$26.00 \$52.00				du lundi au vendredi 9h à 16h30	
ETATS-UNIS — PAYS ÉTRANGERS				Pour changer ou annuler	285-7205
par courrier:					
13 26 52				Grandes ANNONCES	
Lundi au samedi				Détails	285-7202
\$55.25 \$110.50 \$221.00				National, Télé-Presse, Vacances, voyages	285-7306
Lundi au vendredi				Carrières et professions, nominations	285-7320
\$34.45 \$68.90 \$137.80				COMPTABILITÉ	
Samedi seulement				Grandes annonces	285-6892
\$20.80 \$41.60 \$83.20				Petites annonces	285-6901
				Pour tout genre d'abonnements, nos bureaux sont ouverts de 8h à 19h30 (Samedi: 8h à 16h)	
					285-6911

Autour du salon bleu

Le PQ laisse percer des signes d'insatisfaction

Le Conseil national du Parti québécois, qui avait pris l'habitude d'une docilité certaine face aux dirigeants du parti depuis quelques années, a laissé percer en fin de semaine, à Saint-Jean, une volonté de s'affirmer de même que quelques signes d'insatisfaction à l'égard du gouvernement. Celui de ces indices qui fut le plus clairement exprimé est venu du président du PQ de l'Estrie, M. Claude Boucher, qui a déclaré: «On écoute plus nos adversaires que nos militants. On a l'impression d'avoir un gouvernement élu par le Parti québécois mais une administration dirigée par l'opposition». Parlant au nom du comité des comités qui ne sont pas représentés par un député du Parti québécois, M. Boucher a affirmé que ce comité tentait en vain depuis plusieurs mois d'obtenir une rencontre avec le premier ministre. Et si le comité a résisté à la tentation de faire un rapport sur l'insatisfaction des militants, a-t-il dit, c'est simplement «parce que ce n'était pas politiquement intéressant de le faire».

Avec ou sans députés...

Un autre intervenant a tenté de sensibiliser le Conseil national sur le sort des comités qui ne sont pas représentés par un député du PQ en signalant que même les cabinets de ministres font la sourde oreille aux simples demandes de renseignements en renvoyant les militants de semaine en semaine... Voulant sans doute consoler cet intervenant, un autre s'est amené au micro en disant: «Vous savez, il y a des comités où il y a un député (du PQ) puis ça ne va pas beaucoup mieux».

Peu de collaboration

Un autre symptôme de l'insatisfaction des militants du PQ face au gouvernement apparaissait dans le rapport du comité directeur, c'est-à-dire le comité justement chargé de voir à ce que les décisions du Conseil national fassent leur chemin. On pouvait y lire: «Depuis que le parti est au pouvoir, un certain nombre de décisions du Conseil national s'adressent au gouvernement... Il faut dire que, de ce côté, nous



Le ministre Claude Charron trouve que le chef libéral Claude Ryan ressemble à sa caisse électorale.

Une charge contre

n'avons pas eu l'entière collaboration des ministères concernés puisque, sur 24 propositions acheminées au gouvernement depuis décembre 1977, le Conseil national n'a reçu que huit réponses et trois accusés de réception».

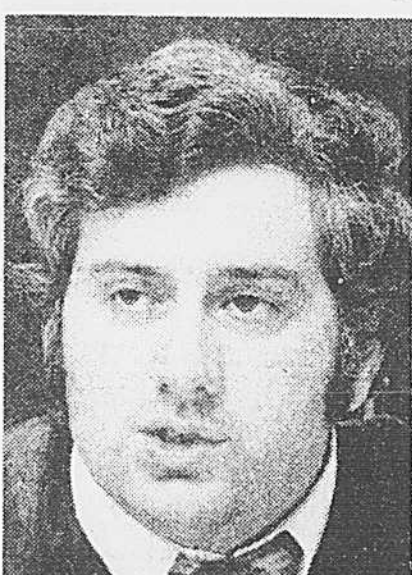
Ministres absents

L'absence de la grande majorité des ministres à l'ouverture du Conseil national du PQ, samedi, a également été interprétée comme un indice du peu d'importance que le gouvernement accorde au parti. «Il y a ici une instance du parti et les ministres devraient la prendre au sérieux cette instance en assistant eux-mêmes à la période des questions ou tout au moins en y déléguant quelqu'un de leur cabinet». Il faut dire qu'il n'y avait à ce moment-là que trois ministres présents: Claude Charron, Pierre Marois et Marcel Léger.

Même contre le budget

En venge pour s'affirmer face aux dirigeants de leur parti, les membres du Conseil national du PQ ont été particulièrement critiques à l'endroit du budget de \$3.1 milliards qu'on leur proposait d'a-

dopter. Ce qui a semblé agacer le plus les militants récalcitrants, c'est la hausse de la masse salariale qui servira à payer les quel- que 30 permanents du PQ. De moins de \$400,000 l'an dernier, cette masse salariale friserait cette année les \$600,000. Bien que cette augmentation s'explique dans une large mesure par la création de huit nouveaux postes, l'augmentation n'en a pas moins laissé plusieurs sceptiques, d'autant plus que le trésorier du PQ, M. Philippe Bernard, s'est refusé à préciser le pourcentage d'augmentation que toucheraient les permanents du PQ (avec qui le parti est en négociation). Même si cela ne s'est pas dit ouvertement, il semble que plusieurs militants qui travaillent bénévolement pour le parti depuis plusieurs années regardent avec envie les salaires accordés aux permanents...



Parmi les noms sérieux à la succession de Robert Burns, dans Maison-Neuve, figure celui de Michel Bourdon, président de la CSN-Construction.

Une charge contre

Peu de grandes envolées au Conseil national du PQ tenu à Saint-Jean. Le leader du gouvernement, M. Claude Charron, en a néanmoins profité pour décrocher quelques flèches à sa cible favorite, le chef libéral Claude Ryan. «Je n'ai jamais vu un homme ressembler autant à sa caisse: il est profondément à double fond. Dessous un fond chromé se trouve tout ce qu'il y a de plus conservateur et de plus rétrograde. Son avantage sur les bouffons qui l'entourent, c'est qu'il sait mieux maquiller ses véritables mobiles», de dire le député de Saint-Jacques.

La succession de Burns

La candidature du Parti québécois dans Maison-Neuve (suite à l'éventuelle démission de Robert Burns) fait l'objet de la plus grande convoitise. Convoitise qui s'explique évidemment par la confortable majorité que le député démissionnaire laisse au Parti québécois. En fait, le PQ n'aura que l'embarras du choix dans Maison-Neuve. Parmi les noms sérieux qui circulent figure celui de Michel Bourdon, président de la

CSN-Construction. Invité à commenter la rumeur, l'intéressé s'esquive en prédisant que Burns restera à son poste. Ou encore il ironise: «J'aurais trop peur que la FTQ-Construction retire son appui au PQ». Mais impossible de lui arracher un démenti formel. Issu comme Robert Burns de la CSN, Michel Bourdon aurait sans doute de bonnes chances d'être accepté par les militants péquistes de Maison-Neuve. Sa candidature risquerait toutefois d'être moins bien vue par les dirigeants du PQ dans la mesure où, étant le mari de Louise Harel, la nouvelle vice-présidente du PQ, plusieurs ne manqueraient pas d'y voir une nouvelle affirmation de la «gauche» du parti face à l'establishment. La question qui se pose: le grand chef René oserait-il s'arranger pour opposer «son» candidat (comme on le soupçonne d'avoir fait en envoyant Pierre Renaud se faire battre par Louise Harel) contre un Michel Bourdon ou tout autre candidat de la même ligne idéologique?

Daniel L'HEUREUX

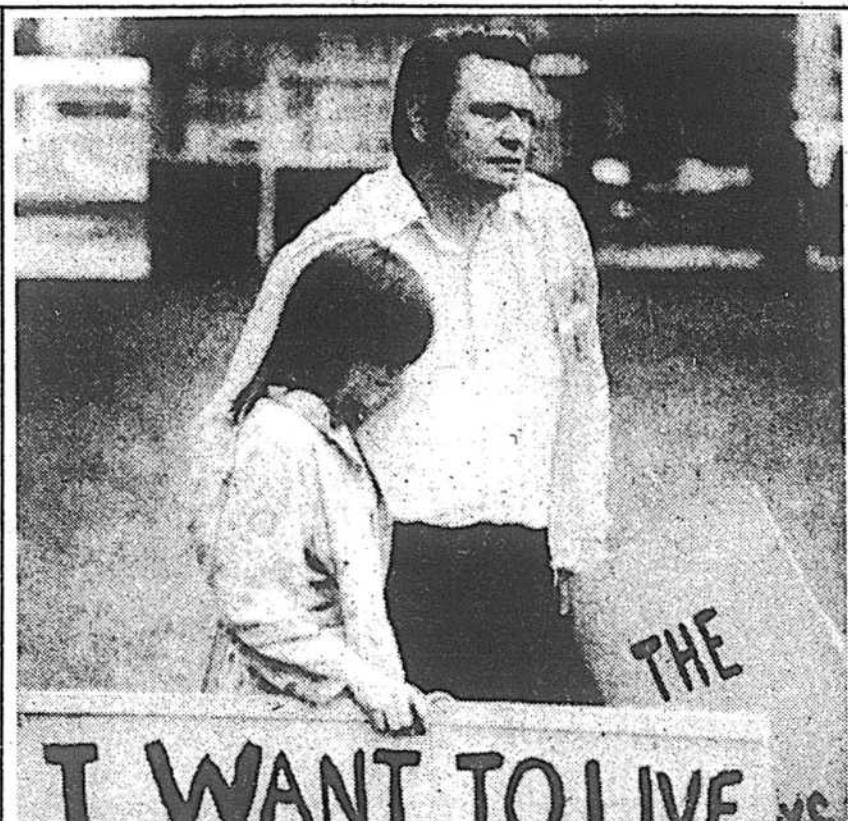
Fernand Séguin reçoit la première médaille qui porte son nom

SHERBROOKE (PC) — «J'accepte avec fierté et émotion car c'est la première fois qu'une médaille porte mon nom et aussi parce que je suis touché que tous les professeurs de la faculté des sciences de l'Université de Sherbrooke se soient cotisés pour faire frapper cette médaille et que ce soient justement des professeurs de sciences qui m'aient choisi.

«Je pense que c'est un témoignage de solidarité et une reconnaissance de mon travail», a déclaré M. Fernand Séguin, célèbre par son œuvre de vulgarisateur scientifique, en recevant le premier exemplaire de la médaille d'excellence Fernand Séguin des mains de M. Yves Martin, recteur de l'Université de Sherbrooke.

Selon M. Alphé Cabana, doyen de la faculté des Sciences, les professeurs de la faculté ont voulu souligner à leur façon le 25e anniversaire de l'Université.

«En créant la médaille Fernand Séguin, ils ont voulu rendre hommage à un homme de chez nous. Récemment, il recevait le prix Kalinga 1979 de l'UNESCO et nous en ressentons une fierté d'autant plus grande que nous avions reconnu bien avant les autres son travail de vulgarisateur qui a probablement contribué à susciter beaucoup de carrières scientifiques chez les jeunes puisque l'Université de Sherbrooke lui a déjà décerné un doctorat honoris causa», a dit M. Cabana.



La fête des pères divorcés

Clyde Coughenour et sa fille Susie participent à la manifestation des pères divorcés, hier devant la Maison-Blanche, à l'occasion de la fête des pères. Les manifestants protestaient contre la pratique courante des cours de justice, qui confient presque toujours la garde des enfants à la mère dans les causes de divorce. Une manifestation semblable a eu lieu à Paris, où des pères divorcés et privés de la garde de leurs enfants ont piqué-niqué au centre Beaubourg, pour «démystifier la fête dont ils sont exclus».

Le suicide, un droit de l'homme

NEW YORK (AFP) — Une artiste newyorkaise de 62 ans, Mme Jo Roman, s'est donnée la mort la semaine dernière en absorbant des somnifères, à l'issue d'une cérémonie d'adieu à laquelle ont participé son époux et l'une de ses amies intimes, écrit le New York Times dans son édition d'hier.

Jo Roman, atteinte d'un cancer du sein, avait, même avant sa maladie, toujours exprimé publiquement l'intention d'en finir volontairement avec l'existence. La publicité autour de ce suicide, a-t-elle également écrit dans des lettres d'adieu à ses amis, est destinée à déclencher «une prise de conscience» concernant «le suicide rationnel en tant que droit de l'homme».

Dans un manuscrit et 19 heures d'enregistrements vidéo, elle défend sa position vis-à-vis du suicide, «une option rationnelle et artistique», explique-t-elle.

Dans la déclaration qu'elle a envoyée à la rédaction du New York Times, Jo Roman affirme par ailleurs que sa maladie l'a

contrainte à finir son existence plus de 10 ans avant la date qu'elle avait elle-même prévue, autour de l'année 1992.

Les infirmières et le moratoire dans les hôpitaux

Un test sur la bonne foi

par Pierre VENNAT

Pour la première fois depuis plus de trois semaines, la population du Québec peut respirer: les grèves rotatives qui faisaient rage dans les hôpitaux francophones du Québec, plus particulièrement dans l'est de la province et dans la Vieille Capitale, ont pris fin.

Mais en annonçant ce moratoire, la présidente de la Fédération des syndicats professionnels d'infirmiers et d'infirmières du Québec, Patricia Gauthier, a

déclaré que la décision de son comité de stratégie constituait en quelque sorte une épée de Damoclès sur la tête du gouvernement.

Un test

«Nous suspendons nos grèves et prouvons donc notre bonne foi. C'est maintenant au gouvernement et à la partie patronale de faire de même.» Le moratoire décrété par les infirmières constitue donc un test et si les négociations devaient échouer, les grèves reprendraient et cette

fois-ci, on n'y ira pas avec le dos de la cuillère.

Le ton n'était pas toutefois aux propos belliqueux en fin de semaine, mais plutôt à la conciliation.

Mme Gauthier a en effet indiqué que depuis la reprise des négociations entre l'Etat et le Cartel des organismes professionnels de santé (COPS), jeudi soir, «les échanges sont bons» et «la partie patronale semble plus ouverte», bref que «le climat général des négociations est bon».

Un carambolage de motos fait trois morts à Magog

Treize personnes ont perdu la vie dans divers accidents survenus au Québec au cours du week-end et trois autres se sont noyées.

Une jeune fille et deux jeunes hommes ont été tués dans un carambolage de motos survenu sur la route 55, près de Stanstead, vers 22h, hier soir. Selon la police, 19 motards revenaient de Laconia, aux États-Unis; le véhicule de l'un d'eux aurait dérapé entraînant une collision en chaîne. Chantal Drolet, 19 ans, Michel Quessy, 20 ans et Denis Kean, 22 ans, tous du Cap-de-la-Madeleine, ont été tués. Sept autres personnes ont été blessées dans cet accident.

Le premier accident mortel du week-end est survenu vendredi soir: un enfant de sept ans, Eric Pauze, de Escourt, comté de Témiscouata, a été tué par une voiture sur la route 289, au lac Long.

Alexander Ferguson, 63 ans, du Rang 2 à Luskville, a été en quelque sorte victime d'un violent orage alors qu'il circulait sur la route 148 dans cette municipalité. La violence du vent fut telle qu'elle déracina un arbre qui s'écrasa sur sa voiture le tuant du même coup.

Sur la route 275 à Saint-Zacharie, comté de Beauce-Nord, François Lebel, 56 ans, de Saint-Zacharie a péri lors d'un accident entre deux voitures, samedi.

Claude Mathieu, 22 ans, du 163 Bail à Sherbrooke, s'est tué dans le Treizième Rang de Saint-Denis-de-Brompton alors qu'il circulait en moto dans la voie contraire et heurta une auto de plein fouet.

Alain Marcoux, 22 ans, du 721 Gariépy à Sherbrooke, a perdu la vie lors d'un capotage sur la route 112 à Weedon.

Cynthia Mann, 16 ans, de Oak Bat, comté de Bonaventure, a été frappée mortellement par un véhicule sur la route 132 à Escumiac, comté de Matapédia.

Un autre piéton, Sylvain Racette, 7 ans, de la rue Aird à Montréal a été tué à l'intersection des rues Pierre de Coubertain et Aird.

Un motocycliste, Gaétan Bobby, 19 ans, de Montréal, a perdu la vie lorsqu'il est entré en collision avec un poteau sur la voie de service du boulevard Métropolitain Est.

Un Américain, Jacques Poissant, 31 ans, de Champlain, dans l'Etat de New York, a péri sur la route 15 à la hauteur de Lacolle alors qu'il a perdu le contrôle de sa voiture et que celle-ci a pris feu.

William Yeo, 34 ans, du 149 Douglas Shand à Pointe-Claire, s'est électrocuté en coupant par mégarde le fil de sa tondeuse à gazon.

Claude Beaudry, 18 ans, s'est noyé dans les chutes de la Rivière Ste-Anne, dans le Parc de Gaspé. Il était domicilié au 11,028 Drapeau à Montréal-Nord.

Jean-Paul Vézina, 61 ans, du 6292 Villa Nelly à Saint-Léonard, a péri dans les eaux d'un lac artificiel à Fontainebleau.

Enfin, Steve Thérien, 8 ans, de Montréal-Nord, s'est noyé dans le lac artificiel du terrain de camping de Rouville à Saint-Jean-Baptiste de Rouville.

- Prescriptions d'ophtalmologiste
- Yeux artificiels
- Lentilles progressives
- Prescriptions d'optométriste
- Lentilles cornéennes souples ou rigides

Visite à domicile sur demande

J. A. Racette Inc.

Opticien d'ordonnances
6528, rue SAINT-DENIS, MONTRÉAL, QUÉ. H2S 2R9

SUCCURSALE: DEUX-MONTAGNES
306 - 8e Avenue

274-5623

BUREAU FERMÉ TOUS LES LUNDIS

BETOURNAY & CRONE OPTOMÉTRISTES

L. A. Betournay - S. R. Crone - J. P. Cardinal - C. Lemire
P. Meunier - S. Coutu - G. Coytu
Docteur en optométrie

CHEZ
Simpsons

En ville au septième
Fairview-Pointe-Claire, niveau du Promenoir 697-4870, poste 242
Les Galeries d'Anjou, niveau du Promenoir 353-3300, poste 341
Le Carrefour Laval, étage supérieur 687-1540, poste 242

OPTOMETRISTES

DR: R. GREICHE & N. SCAFF ET ASS.

- Examen de la vue
- Lunettes
- Centre de verres de contact

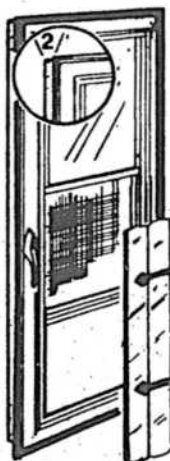
(Lentilles dures et souples, double foyer et à port continu)

Pour rendez-vous

- 1401, rue Peel
Anglo Ste-Catherine
842-5489
- Centre d'achats
Normandie
Bordeaux
336-2607
- Centre d'achats
Place Bourassa
Cote Lacordaire
et Henri-Bourassa
322-3450
- Galerie Rive
nord
Repentigny
581-8781
- Domaine
Métro Langeller
259-4781

PRIX IMBATTABLES

DU MANUFACTURIER
AU CONSOMMATEUR



revêtements de
maison à la boîte
blanc - 9.2" \$55.00

PORTE PATIO
4 panneaux ou thermos
à partir de \$329.99

prix sujets à changement sans préavis

J. L. Aluminium inc.

1203 o. boul. Cure-Portier, 4379 o. boul. St-Martin

Longueuil Chomedey

677-3023 521-4745 681-0713 334-8352

porte isolée 2"
verre trempe
couleurs

\$129.99

porte émaillée
double coupe-
froid \$145.00

\$35.99

Contre-lentille
sur mesure
jusqu'à 60"

Cette semaine à Place Bonaventure

GALERIE DES BOUTIQUES

«Info-Florales» une splendide exposition de fleurs du Jardin Botanique de Montréal... un prélude à l'exposition «Les Florales Internationales de Montréal, 1980» comprenant kiosques d'information, présentations audio-visuelles et conseils de jardinage. Jusqu'au 23 juin.

Jusqu'au 22 juin, dans le centre du Le Viaduc... une exposition des œuvres de «Jan Marj» (semi-abstraites à l'encre de Chine de couleurs vives) et de «JAM» (rétrospective de gravures, dessins et collages).

HALL D'EXPOSITION

CONGRÈS INTERNATIONAL ANNUEL DES CLUBS LIONS.
Congrès International pour les membres seulement. 19-23 juin.

Place Bonaventure

NUMÉROS GAGNANTS PEU IMPORTE L'ORDRE

1	2	3	10	33	34
6 SUR 6	NOMBRE DE GAGNANTS 0	PRIX 144,661.00			
5 SUR 6	79	1,648.00			
4 SUR 6	3523	102.60			
5 SUR 6+	1	86,796.00			
		NO COMPLÉMENTAIRE S'APPLIQUANT SEULEMENT AU 5 SUR 6 +	8		
		VENTES TOTALES:	\$1,506,884.00		

Tous les billets gagnants de \$250. et \$50. de la Mini sont encaissables à toute succursale de la BCN

NUMÉRO

264429

CHIFFRES

64429

CHIFFRES

4429

CHIFFRES

429

CHIFFRES

29

TIRAGE 9-11

VENDREDI 15 JUIN 1979

POSSIBILITÉ DE

3 GAGNANTS DE \$50,000.

27 GAGNANTS DE \$5,000.

270 GAGNANTS DE \$250.

2700 GAGNANTS DE \$50.

27000 GAGNANTS DE \$5.

éditorial

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

la presse

ROGER LEMELIN
président et éditeur

FERNAND ROY
vice-président exécutif

JEAN SISTO
éditeur adjoint

YVON DUBOIS directeur de l'information
MARCEL ADAM éditorialiste en chef

Marine Industrie est à un carrefour

Le gouvernement du Québec a fait passer avant Noël dernier un projet de loi pour injecter \$28 millions dans la société d'Etat Marine Industrie, de Sorel, qui était alors au bord de la faillite. Le 6 juin, M. Rodrigue Tremblay, ministre responsable de la SGF (Société générale de financement), dont relève cette société d'Etat, a annoncé que l'an prochain la section navale de l'entreprise serait fermée si elle s'avérait non rentable. Mardi dernier, les quelque 2.700 travailleurs de l'entreprise se sont mis en grève. Voilà, comme disent les universitaires, les grands paramètres de la situation actuelle à Marine Industrie.

Cette société d'Etat est la plus importante après l'Hydro et Sidbec. Son sort intéresse donc les contribuables puisque le gouvernement songe à y investir plus de \$40 millions pour agrandir surtout ses sections de construction de wagons et de fabrication d'équipements hydro-électriques. Mais la section navale, surtout si la grève se prolonge, est menacée de fermeture. Le président de l'entreprise, M. Jean-Roch Brisson, déclarait la semaine dernière que ce conflit risque de faire perdre à Marine Industrie de nouvelles commandes, puisque les clients ne pourront plus se fier à l'échéancier des livraisons. D'ailleurs, à ce propos, la construction des quatre cargos destinés à la

Pologne est actuellement en retard et l'entreprise doit payer chaque jour des amendes et frais additionnels d'intérêts totalisant environ \$46.000.

Si l'on ajoute à cela les six navires au coût de \$149 millions, refusés en 1977 par l'armateur Karageorgis pour défauts de construction et encore invendus, il n'est pas étonnant que la section navale ne soit pas rentable. Or celle-ci embauche la majorité des travailleurs de l'entreprise et sa fermeture entraînerait le congédiement de près de 1000 travailleurs. Cette menace de mises à pied aurait-elle contribué au déclenchement de la grève? Le porte-parole syndical dit non. Quoi qu'il en soit, le gouvernement ne peut éviter un «révision déshonorante» concernant l'avenir de cette entreprise. Depuis quelques années sa gestion est-elle compétente? Les contribuables sont justifiés de se poser certaines questions à ce sujet, car en février 1976 trois vice-présidents et le directeur de la production navale quittèrent l'entreprise pour aller chez sa concurrente, Davie Shipbuilding à Lazon.

La gestion d'une entreprise n'est pas seulement une opération comptable. Elle comprend surtout le choix et la direction du plus important des moyens de production, la main-d'œuvre. Ce sont les administrateurs de l'entreprise

qui en sont responsables. Il serait vraiment trop facile d'accuser le syndicat d'être le principal responsable de tous ces échecs. D'autant plus que le gouvernement péquiste possède deux outils pour l'aider à résoudre ce problème: le préjugé favorable aux travailleurs et la transparence de sa politique.

Le ministre du Travail, M. Pierre-Marc Johnson, et le ministre responsable de la SGF, M. Rodrigue Tremblay, ne peuvent se défilier. C'est leur responsabilité de trouver une solution rapide au problème de Marine Industrie, alors que les emplois de milliers d'ouvriers et des millions de dollars des fonds publics sont compromis. Tant à l'égard des travailleurs de l'entreprise que des contribuables du Québec, le gouvernement doit rendre transparente sa politique concernant l'avenir du chantier naval. Il est d'autant mieux posté pour ce faire qu'il n'a pas à justifier l'étatisation de l'entreprise qui a été faite par un gouvernement antérieur.

Le Canada et en particulier le Québec ne possèdent pas de flotte marchande. Cette province peut-elle alors faire vivre deux grands chantiers navals? D'autant plus que la concurrence étrangère est très vive dans ce secteur. Bien sûr, si le gouvernement espère faire bientôt du Québec un pays indépendant à régime social-démocrate prononcé, avec des sociétés

d'Etat pour chaque secteur industriel, il est alors normal qu'il veuille garder Marine Industrie en dépit de Davie Shipbuilding. Mais c'est tout de même présumer un peu de la volonté de l'électorat et risquer d'investir à fonds perdus dans une entreprise déficitaire.

Depuis son accession au pouvoir, le Parti québécois a en main tous les dossiers et il sait que ce chantier naval n'est pas rentable. Mais il ne l'a dévoilé qu'avec réticence aux vrais actionnaires, les contribuables. Il faut donc admettre que le PQ a une transparence un peu opaque, et on peut se demander si ce genre de transparence n'a pas contribué à inquiéter les syndicats. D'ailleurs, ceux-ci croient plus ou moins au préjugé favorable du gouvernement à leur égard. Il est très naïf, en effet, de croire qu'un gouvernement employeur dans une société d'Etat peut agir très différemment d'un employeur privé, même dans un régime social-démocrate.

De toute façon, Marine Industrie est à un carrefour dont l'une des voies mène au réalisme économique et l'autre à l'idéal indépendantiste et social-démocrate. Les contribuables, pour des raisons évidentes, ont hâte de savoir sur quelle voie le gouvernement engagera cette entreprise.

Ivan GUAY

Le double sens politique

L'ambiguïté du terme «politique» sert de prétexte à des opérations souvent douteuses et parfois carrément répréhensibles.

Ces jours-ci l'actualité nous en a fourni deux nouveaux exemples: la commande d'un sondage partisan par le gouvernement péquiste et les contributions de deux sociétés d'Etat fédérales à la Fondation Pro-Canada.

Vendredi dernier le premier ministre Lévesque et le ministre Claude Morin ont avoué à l'Assemblée nationale s'être servis de fonds publics pour faire exécuter un sondage portant sur le référendum et les options constitutionnelles des Québécois, contrairement à ce qu'ils avaient dit la veille dans la même enceinte et proclamé en deux occasions le mois dernier en commission parlementaire.

Pour sa défense M. Lévesque a dit qu'il n'y avait pas de sondage portant sur des questions politiques puisqu'il avait utilisé le mot «politique» dans le sens partisan et qu'il n'y avait pas eu de sondage partisan. Ce sondage porte, dit-il, sur des thèmes généraux de nature politique, autour du référendum; de plus il vise à vérifier certaines perceptions que laissent flotter dans l'air des groupes fédéralistes qui nagent littéralement dans l'argent privé autant que l'argent public.

Quant au ministre Morin, il n'a même pas cherché à expliquer

son apparente contradiction de la veille. Sur de lui, il a choisi de se défendre en attaquant: Ottawa, dit-il, fait pire en finançant non seulement des sondages mais des études sur les façons de faire échouer le référendum du Québec.

Je n'insisterai pas sur les accommodements avec la franchise parlementaire que se permettent le premier ministre et son collègue, pour ne relever que le caractère spécieux, pour ne pas dire sophistique, de leur argumentation.

Faut-il encore une fois rappeler que le gouvernement fédéral est non seulement autorisé mais mandaté par les élus de tous les partis aux Communes pour promouvoir, avec les fonds publics, le fédéralisme et l'unité canadienne, alors que le gouvernement québécois n'a pas reçu de l'Assemblée nationale l'autorisation d'utiliser des fonds publics pour financer des entreprises préférentielles qui sont, au surplus, destinées à soutenir une des deux options en présence. Le fait qu'il cherche à le faire à l'insu des partis de l'opposition prouve qu'il n'est pas sûr de son bon droit et que son intention est partisane.

Par ailleurs, LA PRESSE révélait samedi dernier que deux sociétés d'Etat fédérales, Air Cana-

da et le Canadien National, ont contribué respectivement \$50.000 et \$75.000 à la caisse de la Fondation Pro-Canada, un organisme propagandiste non gouvernemental qui s'est donné pour mission de soutenir la cause fédéraliste en vue du référendum québécois.

Les porte-parole de ces deux entreprises publiques ont confirmé avec embarras cette information. Les deux ont cependant justifié ce geste en prétextant qu'il s'agit d'une entreprise de «promotion du Canada». L'un a précisé qu'en fait cette décision a «un aspect commercial» puisque l'unité canadienne «favorise le tourisme», cependant que l'autre, utilisant la dialectique de M. Lévesque, a reconnu qu'il s'agit d'un «geste politique» mais non «un appui à un parti», sa corporation ne versant pas d'argent aux caisses électorales.

Que voilà de beaux sophismes! Si on admet qu'une société appartenant à la population peut décider, de son chef, de soutenir financièrement une cause partisane en invoquant des prétextes commerciaux et touristiques, comment reprocher au gouvernement Lévesque de faire ce qu'il fait: utiliser les fonds publics sans mandat pour promouvoir sournoisement tous azimuts son option souverainiste?

Marcel ADAM

M. TRUDEAU A PU ENFIN NOUS LIVRER SES IMPRESSIONS SUR L'AFFAIRE DE L'AMBASSADE A JERUSALEM

SI CLARK TIENT À SON IDÉE D'AMBASSADE À JERUSALEM, ÇA PROUVE AU MOINS QU'IL A UNE IDÉE... C'EST DÉJÀ BEAU

Droits réservés

COLLABORATION
SPECIALE

par Marie-Josée DROUIN

RENEE CLAUDE chante «Salut Québec». Les hommes d'affaires l'entonnent en chœur en démenageant leurs familles, leurs sièges sociaux ou d'importants services de leurs entreprises. Montréal est en perte de vitesse.

Réunis à un colloque organisé par l'école des Hautes Etudes commerciales (HEC), de nombreux chercheurs, hommes d'affaires et hommes politiques se sont interrogés, pendant près d'une semaine, sur l'avenir de la ville de Montréal. Chez la plupart le diagnostic du problème concordait. Quant aux remèdes, à apporter, ils furent peu nombreux, le professeur Fernand Martin, auteur de l'étude sur Montréal publiée par l'Institut de recherche C.D. Howe, allant même jusqu'à dire qu'il ne lui revenait pas de proposer des solutions.

Le ralentissement de Montréal s'inscrit dans un ensemble de tendances qui ont peu à voir avec la situation politico-économique actuelle.

Montréal, métropole qui n'en est plus une

Depuis près d'une décennie, le centre de gravité des affaires se déplace vers l'Ouest, non seulement au Canada mais aussi aux Etats-Unis. La croissance des marchés dans le Sud et le Sud-Ouest américains accroît donc l'importance des villes à l'ouest de Montréal. De même, le Japon est devenu le second partenaire commercial du Canada en importance, déclassant les pays de la Communauté européenne. D'autant plus que l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun a grugé notre part du commerce avec ce pays. Par conséquent, le commerce vers l'Ouest et vers les pays du Pacifique a réduit l'importance de Montréal comme port d'entrée.

La crise de l'énergie a donné un élan additionnel aux provinces de l'Ouest. L'augmentation du prix du pétrole et du gaz et l'énorme transfert de pouvoir d'achat entre provinces productrices et provinces consommatrices ont vite fait d'accélérer le déplacement vers l'Ouest. La prospérité de ces provinces continue d'attirer travailleurs et investisseurs, canadiens et étrangers. Au détriment des provinces centrales et, bien sûr, de Montréal.

Autre facteur qui n'a pas retenu l'attention au colloque des HEC: la migration vers la «ceinture de soleil». Phénomène connu aux Etats-Unis et en Eu-

rope, une population de plus en plus instruite, cosmopolite et même hédoniste semble attirée de plus en plus vers les régions à climat tempéré. On peut s'attendre à ce qu'un plus grand nombre d'industries de services suivent le soleil. Le Canada n'a pas de ceinture de soleil mais il reste que la population croît le plus rapidement dans le sud de la Colombie britannique, de l'Alberta et de l'Ontario, régions les plus tempérées du pays. Simple coïncidence peut-être, mais rien pour réjouir Montréal.

Déjà, dans les années soixante, Montréal montrait des signes de faiblesse. Miroir de l'économie québécoise, Montréal et sa région détenaient une trop forte proportion de secteurs mous. Le pacte de l'automobile aidait surtout l'Ontario. La voie maritime du Saint-Laurent occasionnait un certain déplacement des activités du port de Montréal. Des incidents terroristes suscitaient des départs. L'activité financière commençait à se concentrer à Toronto. Le succès alimentant le succès, Montréal devait céder à Toronto son statut de métropole du Canada.

Montréal, anémique, se faisait servir Terre des Hommes, les Jeux olympiques et les Floralias. Toronto, vigoureuse, se nourrissait de sièges sociaux, de services financiers, de projets de développement immobilier.

Le ministre Bernard Landry a insisté sur le fait que le recul de Montréal date de plus d'une décennie. Il a raison. Les forces naturelles semblent jouer contre nous. Mais il a tort de s'en laver les mains. Raison de plus pour agir plus agressivement afin d'attirer les gens vers Montréal. Raison de plus pour s'attaquer aux facteurs qui se sont ajoutés aux forces naturelles: fardeau fiscal plus onéreux que dans les provinces voisines, certains aspects de la loi 101, politiques de décentralisation. Contrôlons au moins ce que nous pouvons contrôler.

Dans ce sens, les autorités gouvernementales ont manqué à leur devoir. De la part du fédéral, aucune stratégie évidente pour relever la situation économique de Montréal (il faut se demander si le nouveau gouvernement, qui ne compte aucun député de l'île de Montréal, sera plus sensible à ses problèmes).

De la part des autorités provinciales, la goutte qui fait maintenant déborder le verre. De la part des autorités municipales, un silence quasi absolu. Ce n'est que ces derniers mois qu'une attention plus soutenue a été accordée aux problèmes économiques de Montréal. Heureusement, le président de la Communauté urbaine, M. Pierre DesMarais II, a laissé entendre qu'une campagne plus agressive serait lancée d'ici

peu pour attirer ou, du moins, informer les investisseurs. Le président de la Banque Royale, M. Rowland Frazer, a réitéré le désir des hommes d'affaires qui restent, de travailler à rehausser le statut de la ville. Une rencontre au sommet est prévue pour l'automne. Mais il reste que pour arrêter le désinvestissement, des politiques gouvernementales concrètes devront venir s'ajouter aux campagnes publicitaires et aux comités de concertation.

Des incitations et des allègements fiscaux, l'établissement, de concert avec les entreprises et le gouvernement fédéral (ou provincial), de centres d'expertise dans des industries de pointe, la rénovation urbaine, une meilleure gestion financière, voilà autant de priorités à court terme.

Des symboles peut-être. Mais la complexité des problèmes accroît l'importance des symboles. Et le symbolisme de la croissance est parmi les plus importants.

Certains auraient voulu que Montréal devienne la capitale culturelle du pays alors que Toronto en serait le centre économique et financier. C'est une vision simpliste. Une ville reste un tout organique où l'économique, la politique, les arts et la culture sont difficilement compartimentés. La preuve, quelques-unes

des meilleures galeries de Montréal nous ont déjà quittés.

New York s'offre en exemple d'une ville qui a arrêté l'hémorragie de ses sièges sociaux. New York n'est visiblement pas la même ville qu'il y a trois ans. En plus d'une campagne de publicité très agressive, les autorités gouvernementales sont intervenues directement pour retenir les entreprises qui pensaient partir. Non pas en les menaçant mais plutôt en promettant de leur rendre la vie plus facile. En leur offrant la carotte plutôt que le bâton. C'est au tour des gouvernements de Montréal et du Québec à faire preuve de souplesse. Non pas que Montréal veuille devenir un autre New York. Mais Montréal doit prévoir de nouveaux emplois pour sa population plus instruite et plus exigeante.

A l'heure actuelle, des perceptions souvent fausses nuisent à Montréal. Premier défi: rétablir les faits. Mais le plus grand défi repose dans la recherche de mesures incitatives, soit par le biais d'une fiscalité plus équilibrée, soit par le truchement de mesures administratives ou législatives favorables à l'entreprise. Il aura fallu des centaines de départs pour attirer l'attention sur les problèmes de Montréal. Etant donné le temps perdu, les solutions devront être d'autant plus originales et ambitieuses.

Qui sont les vrais racistes?

Emission Première Page
a/s M. Pierre Olivier
Radio-Canada

**RE: Interview avec
Mme Yolaine Jumelle**
Emission du 28 mai 1979.
Chère Madame Jumelle,

Je souhaite qu'il n'y en ait pas deux comme vous et je tiens à vous exprimer ma désapprobation vis-à-vis l'interview donnée à M. Pierre Olivier.

Que vous traitiez les Québécois de racistes, ça peut toujours passer (qui ne l'est pas?), bien qu'à mon avis nous le soyons moins que la majorité des pays noirs dominés par des clowns rouge et or (rouges de sang et dorés par l'exploitation de leurs propres frères noirs). Mais que vous nous traitiez de racistes hypocrites et subtils, que vous trouviez ça pire que les autres racismes et que vous vous serviez de votre réseau de télévision d'Etat pour émettre de telles idées, je trouve que ça dépasse les bornes de l'acceptable.

Je sais pour avoir vécu deux ans en Afrique, que les Noirs nous acceptent dans leur communauté fraternelle et humaine en autant que nous payons. Nous qui faisons vivre ces

pseudo-démocraties indépendantes à coups d'A.C.D.I. (un milliard deux cent millions de dollars) et d'Oxfam, devons payer le double du prix fixé pour les Noirs pour y inscrire nos enfants blancs à l'école publique. Et même à ce prix, il n'y a pas de portrait de sales Blancs dans les manuels. J'y ai vécu des rafles de Blancs, nous obligeant à présenter passeport et visa et à payer pour les reprendre. J'y ai vu et subi, les agents de circulation arrêtant systématiquement les Blancs pour des infractions réelles ou fictives, peu importe, afin de se ramasser des fonds servant à payer les dépenses de la Tabaski (grande fête musulmane). Racisme subtil? Discrimination hypocrite?

Si tout ce qui vous manque ici, au Québec, c'est votre gentillesse minuscule sur un poster ou celui de vos enfants dans nos livres de classe, à tous, je dis bravo, ça va bien!

Si un locataire se fait expulser, quelque part à Montréal, regardez donc l'état du foyer avant de regarder la couleur du locataire. Ou mieux, regardez la couleur des murs. Peut-être allez-vous comprendre toute seule, comme

une grande, et ça vous évitera de traiter de raciste (hypocrite ou subtil) le propriétaire hésitant à s'essayer une fois de plus. Avez-vous aussi en mémoire les statistiques concernant l'éviction de locataires blancs, jaunes ou rouges?

Subtilité pour subtilité, je vous félicite de votre remarque sur l'absence de figure de race jaune sur le poster en question. Belle leçon d'assimilation des autres à votre petit problème. Je me demande avec inquiétude si on n'entend pas, ou pratiquement pas de récrimination de ce genre de la part des Québécois d'origine asiatique parce qu'ils sont de plus patientes victimes ou s'ils meurent tous de mauvais traitements dans les jours suivant leur arrivée au pays. Peut-être... Non, c'est pas possible. Ah! puis oui... peut-être s'admettent-ils à fonctionner dans ce nouveau pays qui les accueille, aussi hypocrites qu'en soient les habitants!! Combien de Haïtiens sont arrivés depuis dix ans avec vous dit? 80.000... Pas si mal pour une chambre de tortures.

En guise de conclusion, je voudrais vous féliciter pour votre action sociale visant à unifier

tous les Québécois quelle qu'en soit l'origine. Puis, quand vous aurez réussi à faire admettre le créole et le oulof comme langue officielle, n'arrêtez pas, continuez vos efforts. Il y a tant d'opprimés et de victimes du racisme, de toutes les sortes, à défendre dans le monde:

— Les enfants du magnanime Bokassa, dont les photos sont sur les manuels scolaires de l'Empire... avant qu'il leur arrache les oreilles.

— Les Biafrais que les méchants Blancs ont laissé massacrer par leurs frères.

— Les missionnaires rhodésiens. Il en reste encore un ou deux qui n'ont pas encore été empaillés. Si vous vous dépêchez...

— Les mineurs de Kolwezi qui, eux, ont eu leurs photos dans les revues africaines (Zaire).

— Les Haïtiens de Babydoc (pas le vin... l'autre).

— Les Ougandais de l'après-Idi. Ça vient de changer de tribu.

— Les Irlandaises, pro ou anti-voiles.

— Etc...

Bonne chance.

Daniel BÉRARD,
Rock Forest, Qué.

La virginité avant le mariage

Monsieur Gilles Bourbonnais et ceux qui m'apportent régulièrement le même argument en faveur de la virginité avant le mariage

Dans sa lettre ouverte à LA PRESSE intitulée «La virginité au rancart?», M. Bourbonnais s'oppose aux relations sexuelles prémaritales, principalement parce que «c'est Dieu lui-même qui a prescrit la virginité avant le mariage dans son décalogue donné à Moïse» et il ajoute «si les préceptes de l'Eglise peuvent changer, ceux de Dieu par contre, ne changent pas».

M. Bourbonnais faisait allusion à la conférence que j'ai présentée au Congrès annuel de l'Association des Centres de Services sociaux et de Santé du Québec (ACSSQ). Dans cette conférence qui fut professionnellement bien résumée par Nicole Beauchamp, je démontrerais qu'en 1994, 95% des jeunes au-

raient des relations sexuelles prémaritales et j'insistais sur la nécessité de préparer les enfants d'aujourd'hui à cette vie sexuelle active et sur la nécessité de nous préparer, en tant que parent ou intervenant, à cette réalité nouvelle.

Je remercie donc M. Bourbonnais de me donner l'occasion de soulager une grande partie de la population jeune et adulte qui, à un moment ou l'autre, a souffert de culpabilité suite à une activité sexuelle prémaritale (fantaisie, caresse ou pénétration). La population du Québec s'est généralement référée, en matière de valeur sexuelle prémaritale, au sixième et au neuvième commandements de Dieu tels que rapportés par le petit catéchisme, les sermons ou les retraites. Ces deux commandements se lisaient comme suit:

6° «Impudique point ne sera ni de corps ni de consentements».

9° «Oeuvre de chair ne désirera qu'en mariage seulement».

Il est évident que des catholiques qui croient que ces commandements viennent directement de Dieu ne peuvent passer outre sans culpabilité et, s'ils passaient outre, ne pourraient se percevoir comme bon catholiques. Et, je ne puis approuver de réagir ainsi, malgré certaines réserves que l'on pourrait faire au niveau de l'interprétation des mots.

Or, heureusement, Dieu ne s'est jamais prononcé contre la sexualité prémaritale dans ses dix commandements transmis à Moïse. Une simple lecture du Décalogue dans une Bible reconnue par l'Eglise nous révèle que non seulement Dieu ne s'est pas prononcé contre la sexualité prémaritale, mais n'y a pas fait allusion. (Voir le Décalogue dans le Deutéronome, chapitre 5, versets 7 à 21.)

Suite à cette lecture, nous pouvons tous être favorables à une éducation sexuelle qui ne défendrait pas la sexualité prémaritale, tout en se considérant comme très bon catholique. D'ailleurs un grand nombre de Québécois ont déjà su faire une distinction entre les préceptes de Dieu et ceux de l'Eglise en matière de contraception. Dans ce cas, ces Québécois se perçoivent comme catholiques tout en ayant recours à une contraception non approuvée par l'Eglise. Souhaitons, pour le bien de nos jeunes, qu'après une lecture attentive du Décalogue, les catholiques puissent faire la même autocritique en ce qui concerne la sexualité prémaritale.

Robert GEMME, Ph.D.

Directeur
Module de Sexologie
Université du Québec
à Montréal

Une question de fierté

Lettre ouverte à Mme Aimée Boyer qui répondait à Mme Marcel Dolmen du RAIF.

Chère madame,

Vous n'avez vraisemblablement pas apprécié les revendications du Réseau d'Action et d'Information pour les femmes (RAIF)... Je ne fais pas partie de ce groupe, mais j'ai tout de même compris qu'il ne s'agissait pas d'une intervention personnelle de Mme Marcelle Dolment. Cette mise au point faite, inutile de préciser que les «ma pauvre dame» ou «si vous détestez tant les hommes» ne me plaisent guère.

Quant au Ministre Robert Burns, il fait partie des quelques ministres que l'on ne «dérange» pas. Un exemple à suivre pour certains.

Ce que le RAIF demande c'est que la femme ne perde pas son identité, qu'elle soit autonome et que des enfants soient aussi fiers de porter le nom de leur mère que celui de leur père. L'exemple vient de haut d'ailleurs! Pensez à Pierre Elliott Trudeau, Elliot, c'était le nom de sa mère.

La dignité humaine, la liberté de conscience, d'opinion et de choix, ça appartient aux femmes aussi. Dans la seule ville de Montréal, on refuse aux fem-

mes, qui ont fait ce choix, le droit de donner leur nom à leurs enfants. Si vous acceptez les principes énoncés, acceptez aussi que des femmes aient décidé que leurs rejetons portent leur nom.

Où je dois me rallier à la position du ministre Burns, c'est qu'il a fort bien compris qu'il blesserait des femmes comme vous qui sont fières de porter le nom de leur mari et je ne saurais vous en blâmer. Une loi ne changera jamais des mentalités et le ministre a voulu répondre démocratiquement à la population hétérogène et disparate qui compose notre peuple.

Chère madame Aimée Boyer, avec un prénom aussi significatif que le vôtre, je dois tout de même vous féliciter de ne pas vous appeler Mme Arthur ou Mme Dr. Hector. Vous n'avez pas le «statut de concubines», dites-vous? Comment aurais-je pu le savoir à moins que vous n'écriviez? Vous exprimez votre place dans la société c'est certain, vous défendez des valeurs auxquelles vous croyez, souffrez qu'un mouvement de plus de 1.500 femmes en fasse autant.

D'après vous, suis-je mariée, divorcée, concubine, veuve ou célibataire quand je signe,

Micheline GOULET
Québec

Discrimination sexuelle?

Lettre ouverte à: Mme Lise Payette, Ministre responsable de la condition de la Femme; Mme CLAIRE Bonenfant, Présidente du Conseil du Statut de la Femme; M. Denis Lazure, Ministre des Affaires sociales; et M. P.-Marc Johnson, Ministre du Travail

Mesdames et messieurs,

Par la présente, je désire attirer votre attention sur les circonstances entourant mon congédiement récent (4 mai dernier) du Centre Clairsejour, centre d'accueil pour enfants méadaptés sociaux-affectifs, où j'effectuais les travaux de secrétariat relatifs au département de pédagogie.

Dans le journal interne hebdomadaire appelé «Le Pétiole», auquel les employés avaient été invités à participer lors d'une assemblée générale en janvier dernier, les hommes peuvent s'exprimer et exprimer leurs opinions sur des faits relatifs à la femme. Lorsque moi-même j'ai voulu m'exprimer une première fois pour rectifier des faits inexacts concernant la journée internationale des femmes, il y a eu réticence de la part de la direction et des démarches écrites, par moi-même et d'autres personnes, ont été nécessaires pour que cet article soit enfin publié deux semaines plus tard. Il est à remarquer qu'on a invoqué l'anonymat comme raison de non-publication, alors qu'on l'avait toléré pour l'article signé «LUI» et non pour le mien signé «ELLES» et la situation n'a pas été corrigée par la suite, en dépit de ma propre demande de m'identifier.

Lors d'une deuxième intervention de ma part, dans le même journal, de vouloir m'exprimer par une courte bande dessinée humoristique concernant la femme dans son rôle de secrétaire, à l'occasion de la «Semaine de la secrétaire», sous prétexte d'une esthétique douteuse, le directeur général l'a censurée. De plus, il m'a interdit formellement de m'exprimer par tout autre article ou bande dessinée dans l'avenir. Puisque d'autres sujets traités

par moi-même avaient eu libre cours dans ce journal auparavant, je dois donc conclure que cette interdiction s'applique à tout ce qui concerne la femme.

Comme femme, j'ai aussi posé officiellement des questions à la direction sur la discrimination sexuelle, mais reconnue dans toutes les études sur la situation de la femme sur le marché du travail dont je croyais être victime: celle du maintien volontaire et sans justification de mon horaire à l'extrême limite du temps partiel (17½ hres au lieu de 20 hres), ce qui entraîne l'élimination à des bénéfices et services communautaires, dont l'assurance-chômage, alors que la subvention accordée pour ce secteur le permettait. On n'a pas daigné me répondre. Ce travail à demi-temps était mon seul gagne-pain et me permettait de poursuivre mes études universitaires.

Jusqu'à un directeur général d'une institution subventionnée par l'Etat, surtout quand ce directeur a l'avantage de diriger un milieu non syndiqué, peut-il empêcher impunément une femme de s'exprimer sur la condition de la femme? JUSQU'AU CONGÉDIEMENT, pour lequel on a refusé de donner les motifs, sous le couvert du droit élémentaire de gérance de la direction, en période de probation d'une employée...

J'ai soumis mon cas à la Commission des Droits de la Personne, mais je considère que les conséquences de ces abus de pouvoir envers les femmes sont trop graves dans une soi-disant démocratie pour les passer sous silence et qu'ils se perpétuent.

Jusqu'à un directeur général gouvernemental responsable, sous-entendu tolérant ces comportements quand elles-mêmes ont mis en branle les mécanismes d'action contre ces actes abusifs envers la femme et ont même confié à un ministre le mandat de les faire respecter?

A quand l'égalité et l'indépendance pour les Québécoises?

Nicole MORIN,
Montréal

En vrac

Insouciance et irresponsabilité

Je lis dans LA PRESSE du mercredi 6 juin, dans la lettre intitulée «Pour protéger l'enfant contre la brutalité», que «Le service... de la Protection de la Jeunesse (de Montréal, on compose: 873-5435...) ... est en place 24 heures par jour, 7 jours par semaine.» Or j'ai vécu de samedi après-midi à lundi matin dernier une expérience inacceptable de la part d'un tel service. J'avais à signaler le cas d'une jeune fille de 16 ans afin qu'elle puisse obtenir protection le plus tôt possible. Aucune réponse de ce service public qu'on disait ouvert en tout temps. Silence total. Excuse: déménagement du 505 ouest de la rue Dorchester au 1001 du boul. de Maisonneuve.

J'estime que cette excuse de déménagement n'est pas valable et démontre l'insouciance et l'ir-

responsabilité dont vient de faire preuve ce service public, censé être sur la «ligne de feu» en tout temps.

Un délégué du «Directeur de la Protection de la Jeunesse» de la région de Montréal m'a rétorqué qu'il existe d'autres agences sociales ouvertes en permanence. Etait-ce trop demander que d'avoir pu obtenir au 873-5435, à l'aide d'un «répondeur» automatique, en même temps que des excuses, l'information nécessaire pour savoir où s'adresser en cette occasion? Surtout quand le Centre de référence du Grand Montréal (931-2292 dans la page «Secours») du bottin téléphonique de Montréal) était muet durant la même période!

Jean-Paul BACHAND
Professionnel de la santé
Montréal

Plus cher en autobus qu'en auto!

Monsieur le directeur de la Compagnie d'autobus «Métropolitain-Sud»

Monsieur Lucien Lessard
Ministre des Transports

Messieurs,

La vitre arrière de chaque autobus dit très fièrement: «Combattez l'inflation, montez avec nous». Les faits prouvent le contraire.

A partir du 1er juin 1979, le prix des billets d'autobus de la compagnie «Métropolitain-Sud» a été augmenté pour tous les voyageurs de la Rive-Sud et tout d'une fois de vingt pour cent (20%). Le billet qui coûtait \$2.10 déjà pour le trajet Longueuil-St-Hyacinthe coûtera désormais \$2.55.

Plus rien ne me pousse à prendre l'autobus puisque mon trajet

d'aller-retour me revient à \$2.55 pour l'autobus, plus \$0.50 pour le métro ou \$3.05 pour l'aller et le même montant pour le retour: un total de \$6.10. Le même trajet dans ma petite auto me reviendrait moins cher: un grand maximum de \$3.00 d'essence, plus le stationnement de \$2.50: un total de \$5.50. Je serai dans ma voiture où mon siège est du moins garanti. J'éviterai les bousculades et les grandes files d'attente. Je fixerai mon propre horaire. Je ne m'inquiéterai plus des «je vais manquer mon autobus», ou des «... j'ai manqué mon autobus», etc...

Monsieur le directeur, j'opterai pour le seul et meilleur choix qui me reste.

Monsieur le ministre, tant pis pour les embouteillages et la dépense «inutile» d'énergie.

Georges YOUNES
Montréal

Des bénévoles vraiment admirables

Je viens ici féliciter les dames et les hommes qui font du bénévolat à l'unité de soins palliatifs de l'hôpital Notre-Dame.

Ils accomplissent vraiment une oeuvre admirable et nécessaire. Nous, les parents et les amis des malades, ne pouvons pas toujours rester près de ces malades qui ont bien du temps pour penser et ont besoin de quelqu'un pour se confier. Les malades se rendent compte que ces personnes n'ont qu'un but: les reconforter, les encourager, et ceci de concert avec les gardes-malades qui sont d'un grand

dévouement elles aussi. Il ne faut pas oublier les deux médecins qui sont très humains et compréhensifs, ainsi que l'abbé qui est d'un grand réconfort.

En un mot, tout le monde fait une bonne besogne. Je ne puis que les féliciter de tout coeur de la part de feu ma soeur, Mme Aline Meilleur, et de moi-même, son frère.

Olier DANSEREAU
St-Louis-de-Gonzague
P.S. — Il faut le dire et y avoir passé: ça prend tant de monde pour aider tant de monde à mourir.

N.B.

- Priorité est accordée dans cette page aux lettres brèves, d'intérêt général, se rapportant à des articles parus dans LA PRESSE.
- Les correspondants doivent inscrire lisiblement leurs nom, adresse et numéro de téléphone.
- LA PRESSE ne s'engage pas à publier toutes les lettres reçues, ni à retourner les textes non publiés.
- L'auteur assume l'entière responsabilité de ses opinions.
- Tout en respectant la pensée de l'auteur, LA PRESSE se réserve le droit d'abréger les lettres selon l'espace disponible.
- Si possible écrire à la machine, à double interligne.
- Prière d'adresser vos lettres comme suit: «Lettres des lecteurs», LA PRESSE, C.P. 4200, succ. Place d'Armes, Montréal, H2Y 3M1.

VENTE 20% DE RABAIS
Offre valable jusqu'au 30 juin 1979

AUSSE PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE LA NOUVELLE
SUBVENTION du gouvernement provincial jusqu'à **\$5000** sur l'achat de

FENÊTRES et PORTES
EN ALUMINIUM HIVER-ÉTÉ AVEC MOUSTIQUAIRES

COMMANDEZ DES MAINTENANT ET ÉCONOMISEZ

- La porte «DELUXE» avec double coupe-froid
- Faîtes sur mesure
- Premières qualités
- MAIN-D'OEUVRE et GARANTIE ÉCRITE DE 5 ANS
- Choix de couleurs. Email cuit.

COMPAREZ AVANT D'ACHETER

ACHETEZ MAINTENANT PAYEZ EN OCTOBRE • PAS D'INTÉRÊT •

SERVICE D'ACHAT À DOMICILE
JOUR, SOIR ou FIN DE SEMAINE • TERMES FACILES •

DÉMONSTRATION ET ESTIMATION GRATUITES
TÉLÉPHONE: **731-7676**
SOIR: 481-6356

Aussi: AUVENTS et FENÊTRES COULISSANTES PANORAMIQUES

MORCO ALUMINIUM INC. 8225, av. Mayrand
• Achetez avec confiance • Plus de 25 ans d'expérience

On critique du critique

Analyser une oeuvre d'art n'est pas chose facile, c'est pourquoi j'ai toujours cru qu'un journaliste devait posséder, à la base, des valeurs venant appuyer son jugement. A ma grande surprise, il me semble que monsieur Gilles Toupin se risque à l'effort du simplisme.

Dans l'article paru le 2 juin 79, sur Niverville, lorsque Gilles Toupin lance, à propos de l'oeuvre du peintre: «souvent les per-

sonnages sont difformes...», je pense qu'il fait preuve d'un manque de professionnalisme. L'analyse (s'il y en a une) s'impose par sa superficialité. Si le journaliste adopte cette attitude sur ce peintre (Niverville), comment va-t-il s'y prendre pour expliquer l'art de Picasso, Tanguy ou même Matisse?

Diane FLEURY
Longueuil

Salt II

Carter et Brejnev: compromis «réaliste»

Vienne (d'après AFP, AP, Reuters et UPI) — Avant de signer aujourd'hui le traité Salt II sur la limitation des armements stratégiques, les présidents Carter et Brejnev ont eu hier à l'ambassade de l'URSS à Vienne une deuxième journée d'entretiens. Les chefs d'Etat ont paru résolus à assurer la poursuite à long terme du contrôle et de la réduction des arsenaux nucléaires en ébauchant d'ores et déjà les principes de base des négociations du prochain traité, Salt III.

Première manifestation des intentions des chefs d'Etat, les ministres de la Défense et chefs d'état-major des deux pays se sont rencontrés hier après-midi, ce qui ne s'était pas vu depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Les pourparlers d'hier ont d'abord été consacrés au problème du désarmement. On a notamment évoqué les armes antisatellites, la délimitation de l'océan Indien, l'interdiction des essais nucléaires, les pourparlers de Genève sur l'interdiction du recours aux armes chimiques et, enfin, le contrôle des armements conventionnels actuellement bloqué, a-t-on indiqué, par les Britanniques.

En fin de journée, les deux leaders se sont retrouvés pour, en quatrième entretien, aborder les questions régionales, notamment le Proche-Orient et l'Afrique australe. Sur la question d'Israël, il semble, selon diverses sources, que les divergences aient été profondes, l'URSS s'opposant au traité israélo-égyptien

au profit d'une entente globale groupant toutes les parties en cause dans cette région du monde.

Hier soir, les deux chefs d'Etat et leurs délégations se rencontraient à dîner et ont porté chacun un toast. Le président Carter a averti alors M. Brejnev que «si l'Union soviétique choisissait la voie de la confrontation, les Etats-Unis seraient en mesure de protéger leurs intérêts vitaux et le feront». Cette remarque a été interprétée comme une allusion flagrante à la poussée soviétique en Afrique et à l'intervention de plus en plus massive de l'URSS en Afghanistan. Le ton de M. Carter est donc apparu hier soir moins aimable qu'à l'issue de la première journée de la rencontre de Vienne.

Un compromis réaliste

De son côté, M. Léonide Brejnev a qualifié l'accord Salt II comme un «compromis réaliste et concret». Mais le président soviétique a prévenu les Etats-Unis que toute tentative du Sénat américain pour modifier le traité Salt II pourrait avoir des conséquences dangereuses.

Le président soviétique prononçait cette mise en garde après que le sénateur américain Jackson eut annoncé hier à Washington qu'il allait déposer un projet de loi demandant au président Carter de rouvrir les négociations avec les Soviétiques, «parce que, sans être un traître, M. Carter est trop mou», de dire le sénateur.

Souveraineté-association

Lévesque «teste» ses arguments

par Lysiane GAGNON
de notre bureau de Québec

Quand René Lévesque fait un discours public, il lui arrive de suivre la réaction que suscitent ses propos sur le visage de quatre ou cinq auditeurs qu'il choisit instinctivement. C'est ainsi qu'il «teste» ses arguments.

Vendredi et samedi derniers, au cours de la brève tournée qu'il effectuait sur la Côte-Nord et à Matane, le premier ministre commençait à développer, à roder, à polir — et aussi à tester — l'argumentation qui servira de base aux discours qu'il fera aux quatre coins du Québec au cours de la période référendaire. On avait presque l'impression, en l'écouter, que la campagne avait déjà commencé, même s'il semble presque sûr que c'est au printemps 80 qu'aura lieu le référendum sur la souveraineté-association. On le saura officiellement d'ici à vendredi prochain. Pour l'instant, un indice parmi d'autres... Dans l'avion qui le ramenait à Montréal samedi soir, M. Lévesque blaguait avec un petit groupe de journalistes sur «la date appréhendée» du référendum. L'un d'eux lui demande quelle est la saison où les Québécois sont de meilleure humeur.

«En octobre, les Québécois ont le vent dans les voiles, dit-il, mais en novembre le moral baisse. On a été élus en novembre 1976... mais c'était largement un vote de mauvaise humeur, contre Bourassa. Ensuite c'est l'hiver... on est plutôt déprimés en mars, en avril, même encore un peu en mai. Mais en juin — et là, le premier ministre fait une pause — et un gros sourire —, en juin, le moral est excellent... Or, octobre est trop tôt compte tenu des étapes nécessaires à franchir avant la tenue du référendum. Et le gouvernement a tout intérêt à miser les Québécois à faire le grand saut du «oui».

C'est dans l'un des bastions du PQ — à Hauterive et à Forestville, dans le comté de Saguenay — que M. Lévesque a donc commencé à tester son discours type, dessinant en même temps les premiers contours de la campagne du «oui».

Depuis vingt ans qu'il est en politique, l'homme a vieilli. Les rides se sont creusées un peu plus, sa silhouette s'est un peu alourdie, il est devenu premier ministre et l'image du bouillant lieutenant de la révolution tranquille s'est estompée. Lévesque projette maintenant l'image d'un leader mûr, modéré, tolérant. Les arguments indépendantistes qui resurgissent dans son discours, intacts ou presque malgré le temps, sont empreints d'une sorte de sagesse rassurante. C'est le discours indépendantiste classique, la colère et l'agressivité des années 60 en moins — avec, en plus, la promesse tranquillisante d'une association étroite avec les autres provinces.

Le ton est calme, et ce n'est qu'en rappelant les échecs accumulés des négociations fédérales-provinciales qu'il hausse la voix, comme s'il ne pouvait réprimer les sentiments d'usure et d'irritation que ces tentatives auxquelles il a participé depuis vingt ans lui ont laissés.

Tout, dans son discours, vise à développer la fierté et la confiance en soi des Québécois — c'est un vieux slogan, «On est capables», qui resurgit ainsi: nous avons, dit-il, le plus haut taux de scolarité moyenne en Amérique, nous avons fait la Manic, la baie James, nous nous lançons dans la transformation de l'amiant, il est temps d'être un peuple adulte.

Comparaison avec un individu: on a mûri, on est capable de sortir «des jupes de notre mère», on peut «sortir de cette demi-vie» (autre thème auquel Lucien Lessard, parlant lui aussi dans son comté, greffe celui du «demi-budget», reprenant l'image du ministre des Finances qui disait qu'il ferait mieux encore s'il contrôlait la totalité des impôts).

Le dossier noir du fédéral: les exemples varient selon le contexte, selon la région. Sur la Côte-Nord, les problèmes du transport aérien constituaient évidemment le meilleur filon. Le premier ministre exploite également avec une certaine sobriété toutefois et sans faire passer les

Québécois pour «les martyres de l'histoire», la défaite des libéraux francophones aux dernières élections fédérales. Quand c'est possible, on met en relief les cas où une association Québec-Ontario a donné de bons résultats (exemple du ministre des Transports: un protocole d'entente en matière ferroviaire). Un argument qui prend: Ford est allé en Ontario avec des subventions fédérales dont le Québec paie le quart.

Les bons coups de son gouvernement ne sont utilisés que lorsqu'il s'agit d'un dossier où le fédéral a nui. Ainsi, la taxe de vente — mesure populaire au Québec, contrée par Ottawa.

Pas de «jamais» en politique...

On rassure: les pensions de vieillesse viendront du Québec plutôt que d'Ottawa. Le Canada anglais va négocier malgré les menaces de ses porte-parole. Lévesque rappelle qu'il n'y a pas de «jamais» en politique: Lesage n'avait-il pas dit que «la Reine ne négociera pas avec ses sujets» (et le voici, lui son successeur, en pleine négociation du secteur public)? Lesage n'avait-il pas dit qu'il n'y aurait jamais de ministère de l'Éducation... et que dire de la Chine, à jamais réfractaire aux USA, qui achète maintenant du coca-cola?

Il parle des «possibles»: canaliser l'épargne, nouer des relations non seulement est-ouest mais aussi nord-sud (avec les USA), faire comme au conseil nordique (les pays scandinaves), au marché commun européen, négocier «d'égal à égal», oui mais d'abord être responsables de notre maison qui est le Québec... Lévesque termine sur une évocation qu'il avait déjà lancée à l'issue du congrès du PQ: le Québec est, il va sans dire, le plus grand (géographiquement) des petits pays (comme la Suisse, le Danemark, la Norvège, etc. tous dotés de hauts niveaux de vie), mais il peut aussi devenir «le plus dynamique et le plus prospère des petits pays».

Il prend ce qu'il appelle «l'argument de la peur» de ses adversaires et le retourne contre eux, évoquant plutôt les dangers



M. René Lévesque

qui nous guettent si nous ne changeons pas le régime: Les jeunes de plus en plus instruits et sans horizon, et le fait que le poids du Québec s'amenuise de plus en plus au niveau fédéral (les 17 nouveaux comtés fédéraux sont en Ontario et dans l'ouest) et que de plus en plus les décisions nous concernant seront prises par d'autres.

Même dans une salle acquise — comme celle de Hauterive vendredi soir — ce discours est reçu sans exaltation. C'est un discours qui ne vise pas, d'ailleurs, à provoquer des applaudissements passionnés mais qui vise, de toute évidence, à rassurer, et aussi à susciter, sans lyrisme excessif, un sentiment de tranquille assurance et de fierté discrète.

Brejnev trébuche

Vienne (d'après AFP, AP et Reuters) — Même si, dans les milieux officiels soviétiques, on continue d'affirmer que le président Brejnev est en bonne santé, il n'en demeure pas moins que ce sujet est parmi les préoccupations majeures de la presse, nombreuse à Vienne, et les spéculations vont leur train.

Hier, plusieurs dizaines de journalistes ont vu le numéro un soviétique trébucher lourdement en sortant de l'ambassade d'URSS où avait eu lieu le troisième entretien entre les chefs américain et soviétique. M. Carter a immédiatement saisi la main droite de M. Brejnev tandis que des aides soutenaient le premier secrétaire du PC soviétique. On a ensuite vu M. Carter placer sa main sur l'épaule de son homologue, comme pour le soutenir.

Après le départ du président américain de l'immeuble, M. Brejnev a gravi le perron, littéralement poussé par plusieurs gardes du corps.

Mais à New York, pour le magazine Newsweek, on ne se contente pas de rumeurs. Selon le magazine, qui cite une source soviétique bien placée, le président Léonide Brejnev souffre d'artériosclérose, maladie des personnes âgées qui affecte la mémoire et la concentration.

Selon le magazine, M. Brejnev reçoit des injections d'un anticoagulant pour empêcher les caillots sanguins.

«Brejnev a un an ou un an et demi au plus, non de vie, mais de capacité à travailler et de prendre des décisions» ajoute ensuite, avec une surprenante assurance, le magazine newyorkais.

La nouvelle est évidemment démentie par les milieux officiels de Moscou.

Le bouquet de minuit...

Vienne (AP) — Une jeune femme s'est présentée à minuit à la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis à Vienne, où est descendu le président Carter. Elle voulait remettre un bouquet au président américain.

Les agents du service secret l'ont empêchée de passer, bien que, visiblement, elle n'ait pas été armée: elle portait une robe transparente qui ne cachait rien.

PQ

SUITE DE LA PAGE A 1

et l'autre saisons possibles. Même qu'un seul ministre est intervenu (il s'agit de Marcel Léger) et ce n'était pas pour prendre parti dans un sens ou dans l'autre.

«Ce fut vraiment une consultation», de dire à LA PRESSE, un militant qui était pourtant sceptique avant la séance.

Au printemps ?

Même s'il n'a pu dégager quel consensus, le premier ministre Lévesque a néanmoins qualifié sa consultation de «fort utile» en ajoutant que les informations recueillies rentrent dans les dernières analyses qu'il doit faire cette semaine successivement avec le caucus de ses députés et son conseil des ministres avant de rendre sa décision publique jeudi ou vendredi au plus tard.

Reconnaissant l'importance fondamentale de la décision qu'il doit prendre, M. Lévesque s'est laissé aller à définir quelques paramètres, tout en s'efforçant cependant de ne pas laisser

transparaître de quel côté il penche.

Pour le premier ministre, il s'agit d'évaluer «quelque sorte de débat est requis». Mais il affirme qu'il faut avoir «la certitude de pouvoir rejoindre tout le monde» et «il faut combiner ça avec les responsabilités gouvernementales».

Ces petits bouts de phrases, qui impliquent tous une certaine notion de temps, tendent à confirmer l'impression qu'ont plusieurs observateurs selon laquelle le gouvernement privilégierait le printemps plutôt que l'automne.

A cela, M. Lévesque s'empresse de répliquer que «ce sont des arguments qui se retournent comme des crêpes» et qu'on peut en somme invoquer en faveur de la thèse contraire. Il dira par exemple que rien ne permet de dire que le climat social de l'automne, qui risque d'être perturbé par les grèves du secteur public, sera meilleur que celui du printemps.

«Il faut aussi se méfier d'une certaine lassitude des citoyens», de dire aussi M. Lévesque.



Genève, le 1^{er} mars 1979. Un jury international discernait à la Strada, voiture super-aérodynamique, le premier prix de la revue Style Auto dans la catégorie «esthétique».

La Rabbit vous intéresse? Avant de prendre une décision, venez d'abord essayer cette remarquable et toute nouvelle traction avant Fiat:

Strada

La Rabbit jouit d'une excellente réputation sur le plan technique, c'est incontestable. Et pourtant, la toute nouvelle Fiat Strada n'a rien à lui envier. Et cela pour bien des raisons:

- La Strada est plus spacieuse que la Rabbit.
- La Strada est plus silencieuse que la Rabbit.
- Sur le plan de la conduite et des performances, bien des gens préfèrent la Strada à la Rabbit.
- La Strada consomme moins que la Rabbit* (avec moteur à essence).
- La Strada coûte moins cher qu'une Rabbit équipée de façon similaire.† C'est-à-dire, avec intérieur en tissu confortable, radio AM/FM, glaces en verre teinté, lave-glace/essuie-glace arrière, boîte de vitesses à cinq rapports, horloge à affichage numérique, allumage électronique et tachymètre électrique. (Tout cela étant standard sur la Strada).
- La Strada est protégée par une garantie de 2 ans/40 000 km du groupe propulseur, et une garantie de 3 ans/120 000 km contre les perforations dues à la corrosion.

Vous vous devez de comparer ces deux voitures: Strada et Rabbit. Nous sommes convaincus que cette nouvelle traction avant Fiat vous émerveillera.

D'après des essais effectués en laboratoire selon les méthodes approuvées par Transports Canada. La consommation réelle pourra varier. La consommation en ville sera plus importante en hiver.
*D'après le prix de vente suggéré par chaque constructeur.

FIAT

*Fiat et "Strada" sont des marques déposées de Fiat S.p.A.

© Fiat S.p.A.

Luciani Automobile
9474 Boul. St. Michel
Montréal
(Tel. 384-5032)

Mont Royal Fiat
1150 Ave. Mont Royal Est
Montréal
(Tel. 528-3726)

Ninth Avenue Motor Sales
11355 Cote De Liesse
Dorval
(Tel. 631-4387)

Auto Allard
2039 Chemin Chambly
Longueuil
(Tel. 674-8734)

Automobiles B. Brisebois
4902 Boul. St. Charles
Pierrefonds
(Tel. 620-5990)

Garage G. Franke
180 rue Principale
St. Agathe des Monts
(Tel. 326-4775)

Garage Lehoux et Simard
450 Jacques Cartier Sud
St. Jean
(Tel. 347-6555)

Les Terre-Neuviens vont aux urnes aujourd'hui

SAINT-JEAN, Terre-Neuve (PC) — Les Terre-Neuviens vont aux urnes ce lundi. C'est leur dixième élection générale provinciale depuis que leur île fait partie de la Confédération.

Les 323,000 électeurs ont le choix entre trois partis qui présentent au

total 163 candidats — un record. Les bureaux de scrutin sont ouverts de 8h du matin à 8h du soir.

Le premier ministre, qui occupe son poste depuis le 17 mars lors d'un congrès du Parti progressiste - conservateur, dit qu'il réclame un mandat pour l'expansion

de Terre-Neuve en cinq ans sans accroissement des impôts.

Le chef libéral, M. Don Jamieson, réclame un mandat en faisant valoir son expérience comme ministre fédéral. Il ne promet qu'un bon gouvernement en plus d'un gel de trois ans des tarifs d'électricité et de médicaments gratuits pour les vieillards et les malades incurables.

M. John Greene, chef du Nouveau parti démocratique, offre aux électeurs de les sortir de la routine des vieux partis.

Conservateurs et libéraux ont des candidats dans chacune des 52 circonscriptions et le NPD dans 51 seulement, n'en ayant pas choisi dans celle de Torngat Mountains, sur la côte nord du Labrador, créée cette année.

Avant l'appel au peuple, les conservateurs détenaient 30 sièges et les libéraux 21. Dans certains comtés, comme Saint-Jean-Centre, on compte jusqu'à cinq candidats.

M. Smallwood

Le Liberal Reform Party, qui a remporté quatre sièges aux der-

nières élections, en 1974, n'existe plus. Il avait été fondé par l'ancien premier ministre, M. Joseph R. Smallwood, après sa défaite lors d'une tentative de reprendre la direction du Parti libéral qu'il avait abandonnée en 1972.

M. Smallwood et trois de ses candidats avaient été élus en 1975. L'ancien premier ministre a quitté la politique en 1976 et ses trois autres «réformateurs» sont rentrés dans les rangs libéraux par la suite.

M. Smallwood n'est pas candidat mais a fait la campagne en faveur de son fils, libéral, dans Port de Grave.

M. Peckford, âgé de 36 ans, ancien instituteur, était ministre des Mines et de l'Energie quand M. Frank Moores a annoncé, le 19 janvier, qu'il renonçait à son poste de premier ministre et à la politique.

M. Don Jamieson, 56 ans, chef du Parti libéral, était ministre des Affaires extérieures dans le gouvernement Trudeau, défait le 22 mai.

CUISINES

SPÉCIAUX D'INVENTAIRE
sur certains cabinets
CHÊNE — MERISIER

SALLES DE JEUX

OUVERT dimanche 11h00 a.m. à 5h00 p.m.

VISITEZ NOTRE SALLE DE MONTRE

ou APPELEZ POUR DÉMONSTRATION

Cuisibec 271-4641

200 est.
rue BEAUBIEN

NOUVEAUX PROGRAMMES

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
EST HEUREUSE D'ANNONCER L'OUVERTURE
À LA SESSION D'AUTOMNE 1979 DE HUIT
NOUVEAUX PROGRAMMES DE PREMIER
CYCLE.

ARTS

• Certificat de premier cycle en arts plastiques * #

FORMATION DES MAÎTRES

• Certificat de premier cycle en adaptation scolaire et sociale

SCIENCES

• Baccalauréat d'enseignement en sciences

• Certificat de premier cycle en écologie

• Certificat de premier cycle en informatique

SCIENCES ADMINISTRATIVES ET ÉCONOMIQUES

• Certificat de premier cycle en analyse financière #

• Certificat de premier cycle en gestion informatisée #

• Certificat de premier cycle en marketing #

* Le programme marqué d'un astérisque est contingenté et n'accepte qu'un nombre limité de candidats.

Les programmes qui arborent le signe # seront offerts à l'automne sous réserve de l'autorisation du Conseil d'administration.

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION

Pour être admis aux programmes de l'UQAM, le candidat doit être détenteur du diplôme d'études collégiales (DEC) ou d'un diplôme équivalent. Certains programmes exigent des préalables particuliers. Par ailleurs, les candidats âgés d'au moins 22 ans qui possèdent des connaissances suffisantes et une expérience pertinente peuvent être admis sur recommandation du comité d'admission. Les formulaires d'admission comportent en détail les conditions d'admission à chaque programme.

DATES LIMITES DE PRÉSENTATION DES DEMANDES D'ADMISSION

Pour étudier à temps complet ou à temps partiel...

à la session d'Automne 1979: 15 juillet

à la session d'Hiver 1980: 1 novembre

RENSEIGNEMENTS ET FORMULAIRES D'ADMISSION

Bureau du registraire

Service de l'admission

Université du Québec à Montréal

Cas postale 8888, Succursale "A"

1187, rue de Bleury

Montréal, P.Q., H3C 3P8

Tél.: (514) 282-7161

Dès septembre,
accès direct.

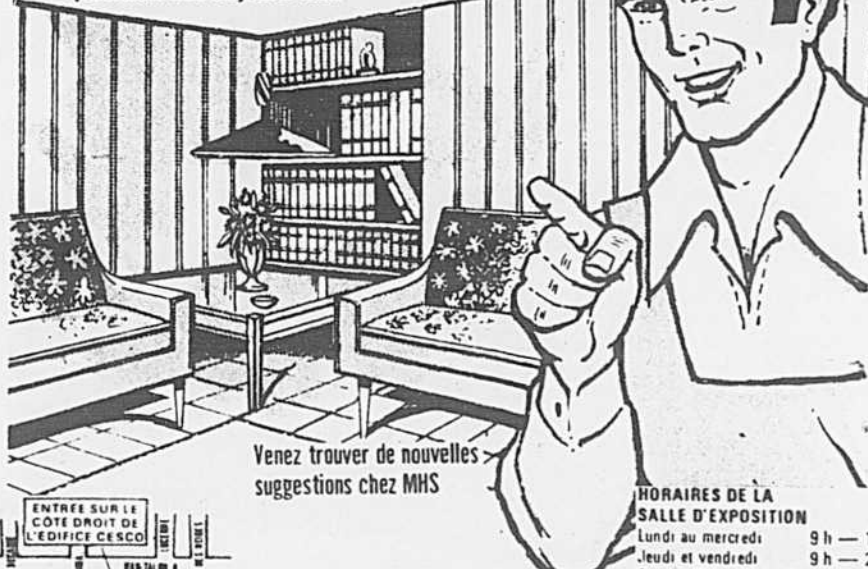


Université du Québec à Montréal

1969-1979 Le réseau de l'Université du Québec: dix ans de réalisations

SALLES DE JEU SPÉCIALES

Augmentez la valeur de votre maison et la joie de votre famille par la même occasion. Nous vous offrons un vaste choix d'aménagements et de styles. Visitez notre salle d'exposition dès aujourd'hui.



Venez trouver de nouvelles suggestions chez MHS

HORAIRE DE LA SALLE D'EXPOSITION
Lundi au vendredi 9 h — 17 h
Samedi 9 h — 16 h
Dimanche 11 h — 17 h

VERIFIEZ VOS BESOINS:

- RAJOUTS
- PAREMENTS
- ALUMINIUM
- MANSARDES
- CUISINES
- ISOLATION
- DE SOUS-SOL
- SALLES DE BAINS
- CHARPENTERIE
- CIMENTATION
- LUCARNES
- CHENEUX
- GARAGES
- (1, 2 et 3 autos)
- CUISINES
- BIBLIOTHÈQUES
- BUREAUX
- SALLES DE JEU
- TOITURES
- CONTR-FEMETRES

METROPOLITAN HOME SERVICES 482-0600

4058 OUEST, RUE JEAN-TALON
NOUS SOMMES OUVERTS LE DIMANCHE POUR VOUS PERMETTRE DE VISITER NOTRE
MAGNIFIQUE SALLE DE MONTRE, MAIS NOUS NE PRENONS PAS DE COMMANDE LE DIMANCHE.
OUVERT LE DIMANCHE, AUCUN SERVICE TÉLÉPHONIQUE

Gagnez une Toyota pour la vie!*



Les Sandinistes forment une junte d'opposition

La chute du régime Somoza serait imminente



Des jeunes Nicaraguayens enlèvent les pavés des rues de Managua pour y édifier des barricades en prévision de l'affrontement décisif dans la capitale avec la Garde nationale du régime Somoza.

d'après Reuter, AFP, UPI

MANAGUA — La Garde nationale (GN), qui semblait poursuivre une lutte désespérée contre le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), a lancé hier une contre-attaque à Managua et repris au moins la moitié des positions occupées par les sandinistes dans les quartiers populaires de la capitale. Certains observateurs n'en continuaient pas moins, hier soir, de considérer comme imminente la chute du régime Somoza.

Une junte formée de cinq personnes représentant les principaux mouvements d'opposition au dictateur a été constituée à San José, capitale du Costa Rica.

Les Sandinistes se battent farouchement près de l'importante ville de Rivas, dans le sud du pays, qu'ils se préparent à attaquer. Des sources militaires précisaient, hier, que les guérilleros se trouvaient à 45 kilomètres à l'intérieur de cette région qui touche à la frontière costariécienne.

Le commandant «Cero» (Eden Pastora), qui dirige une colonne sandiniste, a confirmé à la radio du FSLN que celui-ci veut prendre Rivas et y installer le gouvernement provisoire qui chercherait à obtenir une aide internationale.

D'autre part, les cinq pays du Groupe andin — Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela — ont reconnu samedi au FSLN le titre de «partie belligérante». De plus, l'Equateur a rompu avec le gouvernement Somoza. Les autres membres du Groupe andin

refusent de rompre avec Managua uniquement pour protéger les citoyens nicaraguayens qui veulent se réfugier dans leurs chancelleries. En considérant que les guérilleros étaient des combattants au même titre que la GN, les pays du Groupe andin se réservent notamment le droit d'aider les rebelles sans être accusés d'ingérence dans les affaires intérieures du Nicaragua.

C'est à Managua, pratiquement isolée du reste du pays, que les combats sont les plus intenses. Paralyzed depuis neuf jours, la capitale présente un spectacle insoutenable. Plus de 45.000 réfugiés sont regroupés dans les 25 postes de la Croix-Rouge et leur nombre ne cesse de grossir. «C'est épouvantable: nous sommes impuissants à les soigner», a déclaré le directeur de l'organisation humanitaire.

A Leon, deuxième ville en importance, à 90 kilomètres au nord-ouest de Managua, le commandement de la GN est tombé hier après-midi aux mains des Sandinistes et a été incendié, a annoncé à Managua le directeur de l'information de l'armée nicaraguayenne.

Du bunker où il s'est réfugié, dans la capitale, le général Somoza organise la propagande. Les journaux ont été réduits au silence et les radios ne peuvent plus transmettre que les communiqués de la GN.

Le gouvernement argentin a lancé un appel pour que soit mis fin à l'effusion de sang ainsi qu'à

toute «ingérence étrangère». C'est cette «ingérence étrangère», en l'occurrence l'«empiètement soviétique par personnes interposées» que craignent aussi les parlementaires américains — démocrates et républicains — qui critiquent le manque de soutien de Carter à Somoza.

Ces parlementaires ont demandé au chef de la Maison-Blanche de rétablir l'aide américaine au gouvernement de Managua.

Par ailleurs, le Comité démocratique haïtien en exil au Mexique a dénoncé dans un communiqué l'envoi par Haïti d'armes et de munitions aux forces somozniennes. Cette aide, a ajouté le Comité, est également le fait de «diverses sociétés de ventes d'armements de Floride et de contre-révolutionnaires cubains».

A Rome, le pape a évoqué hier, au cours de son angélus, le «conflit atroce» au Nicaragua et souhaité le retour dans ce pays de «la paix, la justice et la fraternité».

De nombreux ressortissants étrangers continuent de quitter le pays. Le ministre canadien des Affaires extérieures a annoncé samedi que 17 autres Canadiens avaient été évacués, dont 13 à bord d'un avion militaire américain qui se dirigeait sur Panama.

Au total, 28 Canadiens ont quitté le Nicaragua depuis le début de la nouvelle offensive sandiniste, il y a trois semaines. Quatre autres ont l'intention de partir, mais 23 entendent y rester; ils travaillent dans les régions minières. Le gouvernement canadien n'a pas encore publié la liste des ressortissants qui ont été évacués.

dépêches

EN ITALIE, le mouvement clandestin d'extrême droite baptisé «Noyaux armés révolutionnaires» a revendiqué la responsabilité de l'attentat contre une section du Parti communiste italien qui a fait 23 blessés, à Rome, samedi soir. Deux enfants figurent parmi les victimes. Les agresseurs ont lancé deux engins qui, en éclatant, ont provoqué un incendie. Il s'agissait, a dit un correspondant anonyme, de venger la mort d'un militant néo-fasciste au cours d'une bagarre avec un groupe de jeunes de gauche.

LA CRISE qui a éclaté au lendemain des élections législatives de 1978 au sein du Parti socialiste français s'est accentuée samedi à l'occasion du Comité directeur. Les amis de François Mitterrand d'abord, puis ceux de Pierre Mauroy et Michel Rocard, en sont venus à de violentes explications. Par 73 voix contre 47, les participants ont approuvé une proposition de réunion d'une convention nationale le 24 juin. Mauroy et Rocard n'y assisteront pas, estimant qu'une telle réunion ne peut se tenir sans une préparation démocratique.

EN DEBIT de sa baisse de popularité, le président Carter reste en bonne position pour être le candidat du Parti démocrate en 1980, selon un nouveau sondage publié hier par le «Washington Post». Selon ce sondage, Carter est choisi par 44 p. 100 pour être à nouveau le candidat démocrate aux prochaines élections. Le sénateur Edward Kennedy vient en deuxième position avec 35 p. 100. Le sondage a été réalisé en mai

aupres de 1.600 délégués à la convention démocrate de 1976.

LES GHANEENS votent aujourd'hui pour élire au suffrage universel le premier président de la Troisième République et les membres de l'Assemblée nationale après neuf années de régime militaire. Le Conseil révolutionnaire des forces armées présidé par le capitaine Rawlings, au pouvoir depuis le 4 juin, ne remettra effectivement le pouvoir au vainqueur que le 1er octobre. Six partis et dix candidats à la présidence briguent les suffrages de 5.000.000 d'électeurs. Par ailleurs, l'ancien leader du Ghana, le général Ignatius Acheampong, 47 ans, a été exécuté samedi.

EN OUGANDA, une lutte d'influence entre les diverses tendances du gouvernement provisoire menace la fragile unité de ce pays deux mois seulement après la chute du dictateur Idi Amin. L'affrontement entre le président Yusufu Lule et le Parlement provisoire reflète les différences tribales et régionales qui ont entraîné l'instabilité de l'Ouganda depuis son accession à l'indépendance il y a dix-sept ans. Ces conflits menacent de fractionner le Front de libération nationale qui regroupe toutes les forces qui s'opposaient à Idi Amin.

A MELILLA, enclave espagnole en Afrique du Nord, 12 personnes ont été blessées samedi dans des affrontements entre militaires espagnols et habitants arabes, selon une source proche de la police. Les militaires espagnols semblent porter la responsabilité de l'incident. Quatre d'entre eux avaient pénétré dans le quartier arabe du port et ont commencé à frapper tous les Arabes qu'ils rencontraient.

Kuala Lumpur et Bangkok reprennent la déportation des réfugiés illégaux

d'après AFP, UPI et Reuter

La Malaisie a commencé hier à mettre sa menace à exécution en renvoyant vers les eaux internationales quelque 2.500 réfugiés vietnamiens tandis que la Thaïlande recommençait après quatre jours de pause à expulser des Cambodgiens réfugiés sur son territoire.

Selon le quotidien Bangkok Post, quelque 2.000 réfugiés cambodgiens ont été contraints à repasser la frontière dans la province de Trat, dans le sud-est de la Thaïlande. Ces informations n'ont pas été confirmées par les autorités thaïlandaises.

Le Bangkok Post affirme par ailleurs avoir appris de source autorisée que 2.400 Cambodgiens seraient désormais expulsés chaque jour. La Thaïlande a déjà déporté plus de 40.000 Cambodgiens.

A Kuala Lumpur, on indique de source autorisée que la Malaisie a renvoyé à la mer quelque 800 réfugiés vietnamiens qui avaient débarqué sur la côte de l'état de Kelantan pendant le week-end.

De source diplomatique non confirmée, on indique cependant que la flotte malaisienne a repoussé quelque 2.500 réfugiés vietnamiens dans les eaux internationales au large de la côte est de Kuala Trengganu.

Femmes et enfants
Selon ces informations, les réfugiés, pour la plupart des femmes et des enfants, ont été emmenés à bord de cinq embarcations jugées inaptes à prendre la mer. Les autorités malaisiennes leur auraient dit qu'ils seraient installés sur une île en attendant d'être pris à bord de navires américains.

«Je ne crois pas à l'existence d'un tel plan», a affirmé un diplomate.

Cette mesure fait suite à la décision du vice-premier ministre Mahatir Mohammad, selon laquelle la Malaisie refoulerait prochainement les quelque 76.000

«réfugiés illégaux» actuellement sur son territoire.

Le premier ministre Datuk Hussein Onn annoncera aujourd'hui au Parlement de Kuala Lumpur les nouvelles mesures prises par son gouvernement à l'égard des réfugiés vietnamiens.

Iran: tension avec le monde arabe... et ressac sexuel

TEHERAN (d'après Reuter, AFP, AP) — Tandis que l'ayatollah Khomeiny lançait un appel à la guerre sainte pour la construction du pays, le ministère des Affaires étrangères déclarait hier soir que l'Iran ne revendiquait aucune partie de l'Emirat arabe de Bahrein, autrefois considéré comme partie intégrante de l'Empire perse.

L'ayatollah Rohani avait soulevé l'hostilité du Koweït et de l'Irak notamment, en affirmant que Téhéran pourrait revendiquer l'Emirat de Bahrein si les Emirats arabes du Golfe soulevaient la question des trois îlots de cette région occupés par l'Iran en 1971.

Divers autres événements relatifs à l'Iran et à ses voisins ont marqué le week-end:

• Plus de 3.000 chiites ont été arrêtés en Irak, a annoncé la radio iranienne, selon laquelle le Mouvement pour la révolution islamique irakienne a envoyé un message au secrétaire général de l'ONU pour dénoncer les diri-

geants irakiens. L'organe du parti pro-Khomeiny a affirmé que huit policiers ont été tués et 32 manifestants blessés au cours d'incidents survenus dans la ville irakienne de Nadjaf.

• En Iran même, des milliers d'hommes et de femmes se sont baignés ensemble à Bandar Anzali, sur la mer Caspienne, pour protester contre les mesures relatives à la séparation des hommes et des femmes sur les plages. En Suède, une association pour l'égalité sexuelle a dit que ce pays devrait offrir l'asile aux homosexuels iraniens menacés d'être exécutés.

• Un journal de Téhéran a annoncé que deux nouvelles exécutions avaient eu lieu: celles d'un commissaire de police de Merkanah «pour avoir tué un religieux durant la période révolutionnaire».

• Au Mexique, le directeur de la police judiciaire a déclaré n'avoir aucune information sur l'arrivée d'un commando de fedayines islamiques à Mexico dans le but de tuer l'ex-chah d'Iran.

Violente manifestation contre les implantations à Naplouse

d'après AFP, Reuter, UPI et AP

La ville cisjordanienne de Naplouse a connu hier sa première manifestation violente depuis trois ans tandis que comparaissaient à Jérusalem deux membres de la Finul arrêtés vendredi dernier sous l'accusation d'avoir tenté de faire passer des explosifs en Israël.

La manifestation de Naplouse, accompagnée de la fermeture de tous les magasins de la ville, était organisée en signe de protestation contre l'expropriation de 105 hectares de terres privées ou des militants sionistes du Gouch Emounim ont implanté il y a une dizaine de jours une nouvelle colonie de peuplement, Eilon Moreh.

Malgré l'interdiction décrétée par le gouverneur militaire israélien, le maire Bassam Chakaa, entouré des maires de plusieurs localités de la région, a conduit personnellement le défilé de quelque 3.000 personnes.

Barrages militaires
Les manifestants, brandissant des exemplaires du Coran, qui

voulaient se rendre à Eilon Moreh, se sont heurtés aux barrières militaires où l'armée a tiré en l'air et lancé des grenades lacrymogènes pour les disperser. Plusieurs manifestants ont été blessés et une dizaine ont été arrêtés.

A Jérusalem, le colonel Alfred Gom, officier supérieur nigérien des casques bleus de la Finul, a été placé après sa comparution sous mandat d'arrêt de 15 jours en attendant la suite de l'enquête.

Son compagnon, Marc Okorono, un civil également de nationalité nigérienne travaillant pour la Finul à Nakoura, sera détenu pour six jours. Il s'est dit complètement innocent dans cette affaire, racontant qu'il n'avait fait qu'accompagner le colonel Gom sans savoir ce que celui-ci transportait dans sa voiture.

Après avoir fermé la frontière à Finul durant le week-end, Israël l'a rouverte hier mais non sans avoir protesté auprès de l'ONU contre «l'inquiétante montée de la coopération entre la Finul et les fedayines».

Le quartier général de l'ONU à Jérusalem exprime dans un communiqué l'espoir que «de tels incidents isolés n'affecteront pas les relations avec le peuple et les autorités d'Israël».

Par ailleurs:

• Le ministre israélien de la Défense Ezer Weizman a décidé de se retirer des négociations sur l'autonomie des territoires occupés, estimant que la délégation de son pays est déjà trop importante;

• Le Conseil des ministres égyptien a tenu hier sa dernière réunion avant de remettre aujourd'hui sa démission au président Sadate qui, pense-t-on, demandera à Moustapha Khalil de former un nouveau gouvernement;

• Zoheir Ezzeddine, l'un des responsables du Fath, s'est rendu au Caire pour discuter de l'autonomie palestinienne avec des représentants de la diplomatie égyptienne, écrit l'hebdomadaire caïrote al-Siassi.



La colonie d'Eilon Moreh n'a pas que des adversaires palestiniens: les partisans du mouvement israélien «La Paix Maintenant» s'y opposent également et ils manifestaient samedi à Jérusalem.

Chine: scrutin local au suffrage direct avec possibilité de plusieurs candidats

PEKIN (AFP) — La démocratisation va franchir une nouvelle étape au cours de la seconde session de la 5ème Assemblée nationale populaire chinoise qui s'ouvre aujourd'hui avec la suppression des comités révolutionnaires locaux qui vont retrouver leur statut de gouvernements populaires locaux d'avant la Révolution culturelle.

La nouvelle a été annoncée hier au cours d'une conférence de presse par M. Ji Pengfei, l'un des vice-présidents de l'Assemblée nationale populaire, qui en est également le secrétaire général.

M. Ji Pengfei a également annoncé une innovation majeure dans la vie politique chinoise contemporaine avec l'inauguration d'élections directes pour les assemblées populaires locales du pays jusqu'au niveau du district.

Cette innovation est une petite révolution dans un pays où tous les représentants du peuple étaient élus non au suffrage universel mais par des corps officiels déjà constitués.

Le vice-président Ji Pengfei, dont la conférence devant la presse internationale était sans précédent pour ce genre d'événement, a d'autre part annoncé les grandes lignes de l'ordre du jour de la seconde session de la 5ème Assemblée nationale populaire.

Celle-ci a été précédée par une réunion du bureau politique du parti qui a approuvé le rapport de travail que le premier ministre Hua Guofeng va présenter devant les 3,299 députés.

La seconde session va procéder notamment à l'approbation de nominations de nouveaux vice-premiers ministres du gouverne-

ment et de vice-présidents du comité permanent de l'Assemblée nationale.

Parmi les personnes proposées au poste de vice-président figure l'ancien maire de Pékin, M. Peng Zhen, 77 ans, qui avait été limogé au début de la Révolution culturelle. Aujourd'hui président de la Commission des lois de l'Assemblée, M. Peng Zhen sera l'une des vedettes de cette session. En effet, celle-ci, pour la première fois depuis 1949, va adopter une série de codes de lois et en particulier un code pénal, un code de procédure pénale et un code des investissements pour les futures sociétés à capitaux mixtes sino-étrangers.

Ironie de l'histoire, Peng Zhen, le «renégat» de la Révolution culturelle, présentera également le changement majeur décidé au

niveau de l'administration locale chinoise: il mettra fin au système institué par Mao en 1967 des comités révolutionnaires au profit de gouvernements populaires locaux. Ceux-ci avaient été tous renversés lors de la Révolution culturelle quand la majeure partie de la bureaucratie chinoise avait été limogée. Cette mesure ne touchera cependant pas les grandes villes au dessus du district. Les comités révolutionnaires, qui s'étaient substitués aux directions d'entreprises lors de la Révolution culturelle, avaient déjà été supprimés lors de la première session de l'Assemblée nationale en février 1978.

M. Peng Zhen exposera également le nouveau système d'élections directes adopté pour les assemblées populaires locales.

Les voisins de la Dominique craignent une guerre civile

D'après AFP

La Jamaïque, la Barbade, Trinité et Tobago et la Guyana auraient décidé d'intervenir dans la crise politique ouverte depuis le 29 mai à la Dominique (île antillaise située entre la Guadeloupe et la Martinique), apprend-on de source informée à Bridgetown, capitale de la Barbade.

Cette source ne précise pas la nature de l'éventuelle intervention de ces quatre Etats indépendants des Caraïbes, inquiets devant l'imminence d'une guerre civile à Roseau, capitale de l'île où se sont déroulés de violents incidents ce week-end.

La crise que vit actuellement la Dominique est due au refus du premier ministre Patrick John de démissionner sous la pression des groupes de l'opposition. Le premier ministre a perdu la majorité au Parlement et refuse toujours de céder la place.

Le 29 mai dernier, les syndicats de l'île ont décrété une grève générale après des manifestations anti-gouvernementales au cours desquelles deux personnes ont été tuées par des soldats. Les manifestants protestaient contre la suppression de la liberté de la presse et des activités syndicales.

Sir Louis Cools-Latigue, qui faisait fonction de président de la petite île (75.000 habitants) depuis le départ, lundi dernier, du président en titre, M. Fred Degazon, a annoncé samedi sa démission.

Quelques heures plus tard, le vice-premier ministre de l'île, M. Henkel Christian, a donné également sa démission du gouvernement.

Sir Louis Cools-Latigue a justifié sa démission par le fait «que sa sécurité n'était pas assurée».

carrières ET PROFESSIONS

N.B.: Tous les postes annoncés sont ouverts également aux femmes et aux hommes.

la presse

PRODUITS

SUPERVISEUR

Nous sommes à la recherche d'un superviseur de la conformité et du contrôle de la qualité des produits.

RESPONSABILITÉS:

Sous l'autorité du chef de laboratoire, la personne choisie devra assurer la réalisation des programmes de contrôle de la qualité des produits au cours des opérations de fabrication et de conditionnement.

EXIGENCES:

Chimiste ou pharmacien diplômé; expérience en contrôle de production et de qualité.

Bilinguisme essentiel.

Salaires concurrentiels et tous les avantages sociaux.

Le poste est ouvert également aux femmes et aux hommes.

Prière de soumettre votre curriculum vitae à:

SQUIBB CANADA INC.
Services des Ressources Humaines
2365, Côte-de-Liesse
St-Laurent, Québec
H4N 2M7



PHARMACEUTIQUES

Représentants aux ventes

Nous progressons et recherchons du personnel désireux de progresser avec nous

Nous recherchons des candidats(es) expérimentés, bilingues et hautement motivés pour se joindre à notre division de ventes de meubles et de machines de bureau.

Au cas où vous manquerez d'expérience mais désireriez, toutefois, faire carrière dans la vente, nous vous offrirons un programme complet de formation.

Téléphonez-nous pour obtenir un rendez-vous ou bien adressez vos notes biographiques à:

Lila Minty, 866-1492



NTI Equipement de bureau limitée
700 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal

soyez sérieux

composez
285-7320

POUR UNE
ANNONCE
ENCADRÉE

SOUS LA RUBRIQUE

carrières
ET PROFESSIONS

DANS

la presse

L'INSTITUT DES SOURDS DE CHARLESBOURG INC. RECHERCHE 2 ORTHOPHONISTES

FONCTIONS:
Personne qui, selon les règles particulières de la profession, conçoit et exerce des activités d'évaluation, de consultation et de traitement des troubles de la voix, de la parole et du langage oral, adaptées aux besoins du ou des bénéficiaires.

EXIGENCES:

- Détenir un diplôme universitaire de deuxième cycle en orthophonie.
- Être membre de la Corporation professionnelle des orthophonistes-audiologistes du Québec.

RÉMUNÉRATION:

Selon la convention collective en vigueur. Toutes les candidatures doivent parvenir au service du personnel avant le 29 juin 1979.

Institut des Sourds de Charlesbourg Inc.
Directeur Général,
1550, rue St-Viateur, R.R. 1
Charlesbourg-Est (Québec)
G1G 5C7



Le Collège Universitaire de Saint-Boniface
(affilié à l'Université du Manitoba)
invite les candidatures

au poste de

PROFESSEUR DE SOCIOLOGIE

Niveau: 1er cycle universitaire (B. Sc.), (B.A.)
Durée: Sociologie — un an (remplacement d'un professeur en congé)

Qualifications:

Minimum maîtrise
Doctorat préféré

Salaires: Selon la convention collective.

S'adresser à:

Le doyen
Collège Universitaire de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 0H7

Institut Maritime du Québec

(CEGEP DE RIMOUSKI)

requiert les services d'un PROFESSEUR

L'Institut maritime du Québec, C.E.G.E.P. de Rimouski, requiert les services d'un professeur dans la discipline suivante:

MÉCANIQUE DE MARINE: 1 poste à temps complet.

QUALIFICATION REQUISE:
Brevet de mécanicien 1re classe combinée.

Les personnes intéressées à cette offre d'emploi font parvenir leur candidature avec le curriculum vitae avant le 21 juin 1979 à 17h à l'adresse suivante:

**CONCOURS PROFESSEUR
INSTITUT MARITIME DU QUÉBEC**
167, rue St-Louis,
Rimouski, P.Q.

ACHETEUR

Entreprise de matériaux de construction ayant plusieurs magasins de détail est à la recherche d'un acheteur qui aura l'entière responsabilité des achats pour l'approvisionnement de ses magasins.

Le candidat doit posséder une expérience pertinente des matériaux de construction.

Nous offrons un excellent salaire et bénéfices sociaux.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

CASE POSTALE 221
SUCCURSALE BOURASSA
MONTREAL M2C 3G1

REPRÉSENTANT DES VENTES

Nous sommes distributeur reconnu de produits chimiques et recherchons un représentant pour couvrir le territoire de Montréal.

Le candidat devra être bilingue et familier avec les matériaux bruts utilisés par les industries de peinture, caoutchouc et plastique: possiblement ayant déjà travaillé chez un distributeur. Nous considérons un chimiste de peinture, d'expérience, qui désire débiter dans la vente.

Salaires selon expérience. Voiture et bénéfices sociaux offerts.

Faire parvenir curriculum vitae à

La Presse, Ref.: 19352
C.P. 6041, Succ. A
Montréal H3C 3E3

CHIRURGIEN DENTISTE

Poste disponible immédiatement à Ville de Gagnon. Excellente opportunité pour chirurgien dentiste de travailler dans des conditions avantageuses. Bénéfices sociaux très intéressants.

Pour plus amples informations, contactez:

M. Jean-Claude Landry,
Directeur général
Hôpital de Gagnon,
C.P. 819, Gagnon,
Québec G0G 1K0
Tél.: (418) 532-6331

REPRÉSENTANT DES VENTES FILTRES INDUSTRIELS

NOTRE CLIENT un important fabricant de filtres industriels et de filtres pour automobiles recherche deux représentants(e)s des ventes pour les régions de Québec et de l'Ontario.

LES CANDIDAT(E)S DOIVENT avoir trois ans d'expérience ou plus dans le domaine des filtres industriels ou des appareils de transformation équivalents (tels que pompes, appareils hydrauliques etc...). L'accent sera mis sur la réussite antérieure dans la vente de produits semblables plutôt que sur la formation académique. La personne qui travaillera au Québec devra parler français couramment.

LES PERSONNES CHOISIES recevront un salaire et des commissions proportionnels à leur compétence, une voiture, une allocation de dépenses et elles pourront bénéficier d'une excellente gamme d'avantages sociaux, tout en travaillant pour une société progressive et bien établie.

Veillez communiquer avec:

Frank Brown, file #7285
Management Recruiters of Toronto
Suite 1304 Montreal Trust Tower
11 King St. West,
Toronto, Ontario
M5H 1A3
Tél.: (416) 364-3204

Possibilité exceptionnelle

Direction, Vente, Marketing

Nous cherchons un représentant dynamique, désireux fortement réussir, pour représenter une des compagnies les plus anciennes et les plus importantes du Canada.

Ce poste offre:

un revenu de base garanti
des bonus d'encouragement
des avantages sociaux généreux
une formation professionnelle

Pour obtenir une entrevue personnelle et confidentielle, téléphonez à

M. Fortier ou M. Rosso
731-8595

SUPERVISION DE CRÉDIT

Un large distributeur d'acier national recherche un superviseur de crédit pour s'occuper de tous les aspects du crédit et de la collection de notre division de Montréal.

La préférence sera accordée aux diplômés ou étudiants M.C.I.

Travaillant sous la direction de notre directeur de crédit national à Toronto, le candidat est appelé à devenir un gérant de crédit indépendant dès qu'il pourra en accepter la responsabilité.

Faire application à:

SAMUEL, FILS & CIE LTÉE
J.C. Borremans
514-384-5220

CARRIÈRE OFFERTE DANS LA VENTE

- Rémunération garantie, commission et boni
- 1 an de formation initiale donnée par la compagnie
- 2 ans de formation professionnelle
- 3 ans de formation spécialisée

ÊTRE

- diplômé d'études secondaires
- âgé de 25 ans et plus
- ambitieux
- et prêt à passer des épreuves d'aptitudes

Pour rendez-vous: **ROBERT TURCOTTE**
842-1715

Sur la Côte nord et dans le Bas-du-fleuve

Corinne Lévesque fait sa première tournée pendant que son mari teste son discours-type

par Lysiane GAGNON
envoyée spéciale
de LA PRESSE

MATANE — De Côte nord en Gaspésie, de Port-Cartier à Matane en passant par Hauterive et Forestville, belle, fragile et timide, Corinne Côté-Lévesque faisait sa première tournée officielle comme première dame du Québec, tandis que son mari le premier ministre «testait» pour la première fois ce qui deviendra sans doute son discours-type de la campagne référendaire.

Vendredi après-midi, Port-Cartier. La Côte nord, pays-chantier, 527 grévistes de la Rayonier-ITT qui attendent Lévesque avec des pancartes mais sans agressivité. En droite ligne de la Loi 101, une surprise, les nouvelles affiches de la «Compagnie minière de Québec-Cartier». La fanfare des «Patriotes de Port-Cartier», une bande de moussaillons en uniforme, sérieux comme des papes, qui jouent pour René Lévesque un «Copacabana» presque touchant, dans ce décor austère d'épinettes grêles. (Le soleil, le sud, ce vieux rêve québécois...).

A l'exposition Option-Côte nord, une initiative des industriels et commerçants de la région, le premier ministre essaie de manoeuvrer la réplique d'une pelle mécanique supersophistiquée. Echec. Il rit. Dans la petite foule qui l'entoure familièrement, des voix taquines fusent: «Est-ce que ça veut dire que c'est plus facile d'être premier ministre qu'opérateur de pelle mécanique?»... Un autre: «Une pelle mécanique, c'est plus dur à mener qu'un cabinet!».

Il y avait assez longtemps que Lévesque n'était pas sorti du cercle étroit, aseptisé des milieux politique et parlementaire. Son rapport avec les gens n'a pas changé: il reste spontané et gai. Dans l'arène de la polyvalente, réception officielle. Les notables sont fiers et heureux d'être les premiers à recevoir Madame René Lévesque. Gerbe de roses. Un cadeau modeste qui vient du coeur de la petite ville, un paysage peint par une artiste du lieu. Corinne Côté-Lévesque, longue et mince comme un roseau qui penche sous tous ces regards curieux mais affectueux, remercie gentiment, presque au supplice tant tout cela l'intimide. Les gens ne s'en font pas: «Ça prouve qu'elle est restée simple!».

Le député du comté, Denis Perron, se promène avec une belle grosse ceinture de cuir repoussé ornée d'une boucle en forme de fleur de lys avec «Québec» écrit dessus. «Ça prouve, dit-il en la tapotant, que l'indépendance je l'ai dans les tripes!». Il attend sa femme, en route depuis Sept-Îles

pour venir le chercher. Lui aussi c'est un nouveau marié. Il était veuf, seul à Québec. Un jour, entre deux séances de l'Assemblée nationale, il a rencontré une de ses électrices — oui, elle avait voté pour lui! —, une dame de Sept-Îles, veuve elle aussi. A eux deux, aujourd'hui, ils ont cinq grands enfants.

Lucien parmi les siens

Vendredi soir. A l'aéroport de Baie-Comeau, une trentaine de partisans sont là. Un vieux monsieur s'enquiert partout: «Où est Madame Lévesque?»... Discrète comme toujours, comme si elle faisait encore partie du «staff» du bureau du premier ministre, Corinne Côté-Lévesque reste à l'écart, et son mari, qui a depuis longtemps l'habitude de fonctionner tout seul comme homme public, serre des mains et placote sans se soucier de présenter sa femme. (Ce détail, d'ailleurs, il l'oubliera tout le temps que durera cette petite tournée. Il oublie, précisons-le, non pas sa femme qui est sa compagne de tous les instants et probablement la seule personne à qui il se confie vraiment, il oublie de faire en bonne et due forme les présentations).

Hauterive. Une grosse assemblée enthousiaste, en plein fief péquiste — le premier comté hors de l'est de Montréal à avoir élu un péquiste en 1970... et ce député des temps durs, Lucien Lessard, à l'aise et heureux parmi les siens, redevient ici l'orateur vibrant, le tribun populiste, convaincu, efficace qu'on avait perdu de vue dans les milieux blasés du parlement. Lui, c'est sur la cravate, parsemée de fleurs de lys, qu'il affiche son option.

A l'entrée de la salle, des ouvriers que la fin des travaux à la Manic ont jetés au chômage. Une pancarte: «Lucien, on veut du travail. Dis-le à ton chef.»

Manic 6, l'espoir d'un nouveau barrage, n'est pas pour tout de suite, doivent avouer Lévesque et Lessard, mais il y a quelques bonnes petites nouvelles pour la région: un commissaire industriel à Port-Cartier, la fin de la querelle entre les hôpitaux de Hauterive et de Baie-Comeau, trois résidences pour personnes âgées, et quant au réseau routier, les subventions vont continuer à pleuvoir puisque, dit Lévesque dans un sourire presque duplessiste, le ministre des Transports n'oublie pas son comté... Les transports aériens? Hé bien, le fédéral... Bonne entrée en matière pour embarquer sur la souveraineté-association. C'est ici à Hauterive, à quelques milles de la Manicouagan, que Lévesque fera son premier vrai discours référendaire.



Partout, les gens ont trouvé que Mme Lévesque était une femme simple.

teléphoto PC

Bien reçu mais il est en territoire conquis.

Après les discours, les questions. Sur la Côte nord, les gens ne sont pas emportés ni gênés. Ils ont le sens du travail et de la dignité et le chômage est un affront. On ne quémende pas, on n'est jamais ni flagorneur ni servile même pas avec le premier ministre, et les questions tombent drues, bien formulées. Mais quand on reçoit, on reçoit: le lendemain, à la mairie, les verres offerts au petit cocktail étaient disposés sur la table en forme de «P.Q.»... Pour la province ou pour le parti? Les édiles municipaux clignent de l'oeil malicieusement: «Devinez», il fait chaud, Lucien Lessard, en manches de chemise, serre des mains, embrasse des joues.

Samedi midi, l'avion pour dix minutes comme un saut de mouton: Forestville.

La population, assise le long des murs d'une grande salle communautaire comme si elle faisait tapisserie, est un peu plus réservée. C'est la première fois qu'on reçoit un premier ministre. Les messieurs de la Garde Colombienne (formée par les Chevaliers de Colomb) sont sur leur 31, Jaquette rouge, gallons d'or et gants blancs. On est tout heureux, ici aussi, d'avoir la première apparition publique de Mme Lévesque, dont le maire dit qu'il espère qu'elle deviendra «la première dame de l'État du Québec».

Le premier ministre regarde d'un air attendri sa femme rece-

voir une autre gerbe de roses, une autre huile et un beau poncho fait main qu'elle doit, autre supplice, essayer... mais la tête passe mal, elle renonce, les gens sourient, la tolérance est infinie pour cette belle jeune femme qui ne se prend pas pour une autre et que, chose certaine, on n'accusera jamais d'être démagogue, elle qui ne prend même pas l'initiative de serrer des mains ou d'engager les conversations! A Forestville, Lévesque teste encore et répète à quelques nuances près son discours de la veille.

Samedi, trois heures, c'est Matane, l'air frais de la mer, l'annonce de la Gaspésie que Lévesque, né sur la Baie-des-Chaleurs, hume de loin. (S'avançant trop

sur la grève, il mouillera le bas de son pantalon). On a changé de comté et de député, cette fois c'est le ministre Bérubé qui l'accompagne avec sa femme et ses deux filles, tout le monde en profitant pour se régaler de crevettes puisque c'est l'inauguration du festival de la crevette.

A la première réception, on demande à Mme Lévesque «de dire quelques mots». C'est son mari qui sauve la situation: «Écoutez, ma femme a fait une toute petite interview à Radio-Québec, j'ai souffert pendant trois jours avant, et puis quasiment pendant trois jours après... Ça viendra, tranquillement...». Dans la parade qui ouvre à travers la ville le festival, Corinne Côté-Lévesque a préféré rester à l'abri dans une voiture couverte plutôt que de prendre place dans la voiture décapotable qui offre son mari au regard de la foule.

Même si le dépliant officiel du festival prête à Lévesque le titre réservé au premier ministre du Canada («Très honorable»), ici la base péquiste est moins solide que sur la Côte nord. Les maires de Hauterive et de Forestville sont parmi les rares maires péquistes. Matane est dans la norme: les notables municipaux, comme les organisateurs du festival, sont beaucoup plus rouges que les douces crevettes roses qu'on célèbre.

Au centre sportif, Lévesque doit subir un «O Canada» scandé par les tambours de la fanfare des cadets. Prudemment, il s'adresse à son auditoire de façon non partisane, effleurant à peine le sujet du référendum, mais ne pouvant s'empêcher de suggérer aux responsables du festival de «ne pas encadrer les fêtes trop militairement»...

Après, le M.C. l'invite à ouvrir le bal «avec sa charmante épouse», et sur la piste de ciment de l'arène, c'est un Lévesque de bonne humeur qui entraîne sa femme dans une petite valse.

De temps à autre, sur les tribunes, il dit des choses comme «ma femme et moi vous remercions», et l'on croit alors voir dans ses yeux un mélange de malice et d'affection, comme s'il lui lançait, à elle, un clin d'oeil entendu au-delà de la foule.

La veille, dans l'avion, Corinne Lévesque lisait un roman de Gore Vidal tandis qu'à ses côtés Lévesque parcourait ses dossiers. Le lendemain matin, elle déjeunait tout près de lui, sur la banquette d'un modeste restaurant de motel. Café, cigarette, petite conversation ordinaire à mi-voix, vie quotidienne. Le samedi soir, dans l'avion du retour, elle était encore là tout près, les deux jasant avec les Bérubé comme deux couples qui reviennent de vacances.

Devant les groupes minoritaires des Cantons de l'Est

Laurin promet de revoir la loi 101 et d'y apporter des correctifs s'il y a lieu

par Claude-V. MARSOLAIS

LENNOXVILLE — Le ministre d'État au Développement culturel, M. Camille Laurin, a indiqué samedi, lors d'un colloque des groupes minoritaires des Cantons de l'Est, qu'un comité sera bientôt mis sur pied afin de revoir la loi 101 et y apporter des correctifs s'il y a lieu.

Le ministre a précisé que ce comité sera mis sur pied une fois que les dix colloques régionaux prévus à travers le Québec avec les minorités ethniques seront complétés. A part le colloque de

l'Estrie, trois autres événements semblables ont été tenus dans les régions de Québec, de la Côte-Nord et de l'Outaouais.

Sans révéler les changements qu'il pourrait apporter à la loi 101, M. Laurin a cependant laissé entendre que certains articles inopérants et superflus pourraient être abolis. Il a rappelé que au moment de l'étude de la Charte de la langue française, il avait dit que cette opération serait nécessaire après les premières années d'utilisation de la loi.

Aux leaders de la communauté

anglophone de l'Estrie qui lui ont exprimé leurs craintes face au déclin de leur communauté et qui voudraient qu'on amende la loi 101 de façon à permettre aux citoyens anglophones des autres provinces et d'ailleurs de fréquenter les écoles anglaises, le ministre Laurin a répliqué que le gouvernement s'était engagé à maintenir la culture anglophone au Québec mais non à la développer.

Il a ajouté que l'apport de l'immigration au développement de la communauté anglophone de l'Estrie avait été plutôt négligeable

dans le passé et qu'il y avait certainement d'autres causes pour expliquer la diminution des élèves dans les écoles anglaises. Il les a toutefois rassurés en indiquant que le ministère de l'Éducation avait adopté une politique pour maintenir la présence d'une école élémentaire par village ou agglomération peu importe le nombre d'élèves inscrits.

S'il y a des correctifs à apporter à la loi 101, ils ne viseront certainement pas la langue de travail. Lors de son allocution d'ouverture du colloque, M. Laurin, citant un

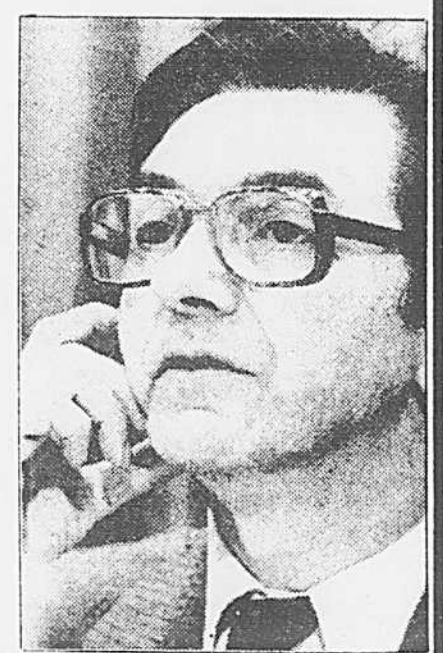
rapport récent de l'Office de la langue française, a révélé qu'en 1979, dans la région de l'Estrie, l'anglais prime encore dans la vaste majorité des milieux de travail.

«Les travailleurs sont souvent obligés de savoir l'anglais pour accomplir leur tâche ou pour améliorer leurs conditions de travail. Pour eux, il ne s'agit pas d'apprendre l'anglais pour augmenter leur culture, aggrémenter leurs voyages ou pouvoir simplement communiquer avec des gens d'une autre langue, mais bien en vue d'améliorer leur sort économique. Cela dénote une faiblesse de la langue maternelle de cette collectivité qui est contrainte d'apprendre l'anglais pour mieux vivre», a affirmé le ministre.

Bilan du colloque

Faisant le bilan du colloque, le Dr Laurin a constaté que les préjugés entretenus par la communauté anglophone envers le gouvernement québécois commencent à être remis en question. «J'ai senti qu'ils désiraient connaître davantage le gouvernement et ses ministres. J'ai vu moins de passions et une plus grande attention portée aux problèmes concrets.»

A cet égard, le ministre a reconnu que les problèmes de communication avec le gouvernement constituaient un point majeur. Selon lui, le gouvernement devra annoncer davantage ses politiques par l'intermédiaire des médias, prévoir l'ouverture de nouveaux bureaux de Communication-Québec dans les sous-régions, augmenter le nombre des traduc-



Le ministre Camille Laurin

Les anglophones de l'Estrie veulent des emplois et des services en anglais

par Claude-V. MARSOLAIS

LENNOXVILLE — Les 50,000 anglophones qui vivent dans les Cantons de l'Est désirent que le gouvernement facilite les conditions leur permettant d'obtenir un emploi dans la Fonction publique et dans l'entreprise privée et qu'il assure des services convenables, notamment au niveau de la santé et des services sociaux dans leur langue.

Ce sont les principales revendications soulevées par les 250 représentants de la communauté anglophone qui participaient samedi à un colloque organisé par le gouvernement du Québec et les groupes minoritaires des Cantons de l'Est.

Tout en indiquant que le climat de travail pour les anglophones oeuvrant dans la Fonction publique québécoise est généralement hostile, la communauté anglophone estime que le critère de la compétence devrait être prioritaire dans le choix d'un candidat, quitte à lui donner un entraînement en français par la suite. On demande également que les postes disponibles soient annoncés dans les media anglophones.

On s'inquiète aussi des répercussions du français comme langue de travail dans l'entreprise privée qui risque de limiter l'accès aux emplois des unilingues anglophones.

Les problèmes que rencontrent

les personnes âgées d'expression anglaise ont fait l'objet des discussions de nombreux ateliers. Comme on retrouve dans ce groupe d'âge le plus grand nombre d'unilingues, les intervenants ont vivement critiqué les difficultés éprouvées pour obtenir des services et des communications en anglais au chapitre de la santé et des services sociaux.

Les critiques ont été plus virulentes au niveau de l'information gouvernementale disponible en anglais. On se plaint que de nombreux documents ne sont pas disponibles en anglais et lorsqu'ils le sont qu'il faille attendre un délai intolérable avant d'être traduits. Enfin, on souligne que certains

formulaires tels l'enregistrement des véhicules, les permis de conduire devraient être bilingues.

On suggère également au gouvernement de mieux faire connaître l'existence de Communication-Québec auprès du milieu anglophone et de le doter d'un personnel capable de s'exprimer en anglais.

Des représentants d'autres groupes ethniques ont également participé au colloque. Pour la plupart intégrés à la communauté francophone, ils ont surtout fait connaître les problèmes qu'ils rencontrent au plan du travail, de l'équivalence des diplômes, de l'accueil envers les immigrants, etc...

De Cotret court entre trois bureaux

OTTAWA (PC) — La vie est un peu compliquée quand il faut se rendre chaque jour à trois bureaux différents, dit le ministre de l'Industrie, M. Robert de Cotret.

Dans le cabinet Clark, qui existe depuis deux semaines, il est officiellement ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre d'État au Développement économique. Il doit devenir sénateur bientôt.

Dans son bureau de l'Industrie et Commerce, bureau très chic dans une des tours les plus récentes d'Ottawa, il accordait une interview. Son autre bureau, au Développement économique, se trouve dans un immeuble plus ancien du centre-ville, et son troi-

sième — et futur bureau — sera évidemment sur la Colline du Parlement. M. de Cotret a l'intention de réorganiser complètement son ministère, sans pour cela remercier de leurs services les fonctionnaires.

Quant à son futur poste de sénateur, le ministre entend bien se montrer assidu aux séances de la Chambre haute. Et quand celle-ci ne siégera pas, il sera présent aux Communales, dans la galerie des visiteurs, à la période des questions.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a été élu député d'Ottawa-Centre en octobre dernier lors d'une élection complémentaire. Le 22 mai dernier, il était défait par le libéral John Evans.

Dans ses nouvelles fonctions, M. de Cotret entend consulter les hommes d'affaires, les consommateurs, les syndicats, les économistes. À cette fin, il convoquera des réunions non officielles.

M. de Cotret pense aussi que l'économie peut prendre la direction que souhaite le gouvernement sice dernier fait bien comprendre ses objectifs. Ainsi, les conservateurs ont-ils dit qu'il s'enforceraient de faire en sorte que le Canada se suffise à lui-même en émette vers 199.

Enfin, M. de Cotret, sans négliger les entreprises canadiennes en difficultés, désire encourager celles qui pourraient faire leur marque sur les marchés internationaux.



Robert de Cotret

A quand la pharmacopée en français?

L'Office de la langue française tient à attirer l'attention sur la proposition d'un haut fonctionnaire du ministère de la Santé à Ottawa, voulant que le Canada s'entienne à trois pharmacopées au lieu de sept, et toutes en anglais.

Actuellement, le Canada reconnaît notamment la pharmacopée française, qui ouvre une fenêtre sur ce qui se fait au sein de la Communauté économique européenne. La pharmacopée est un document qui traite de la façon de préparer les médicaments avec recettes et formules, selon des normes établies par divers pays. Le Canada n'en a jamais mis au point pour son propre usage et a reconnu de tout temps différentes pharmacopées étrangères.



LOI SUR LA PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE
Ville de Montréal

AVIS d'assemblée publique

Avis est, par les présentes, donné, en vertu de l'article 47 de la loi qu'une assemblée publique sera tenue pour entendre les représentations de toute personne intéressée par la délimitation de la zone agricole sur le territoire de la Ville.

Les personnes intéressées peuvent faire des représentations au sous-comité sur le zonage agricole de Montréal et en aviser la Commission de protection du territoire agricole du Québec ou lui en transmettre copie.

L'assemblée publique aura lieu
le mardi, 3 juillet 1979
à 20:00 heures
au 155 est, rue Notre-Dame
calle 202

Hôtel de Ville,
Montréal, le 18 juin 1979.

Marc Boyer,
greffier

INCROYABLE
HOMARD \$5
À



LES LUNDIS ET LES MARDIS

Nous vous offrons un somptueux buffet comprenant rosbif chaud, 15 mets de choix à la mode de Canton, des salades fraîches et un choix de desserts.

LE TOUT POUR SEULEMENT \$7.95

POUR LES MORDUS DE HOMARDS

Avec le buffet, obtenez votre homard à la mode de Canton, rôti au bouilli au prix incroyable de \$5 chacun.

Danse et spectacles après le repas,
dans notre fameux salon
polynésien.

HAWAII KAI

BILL WONG'S

7965 BOULEVARD-DECARIE Réservations: 731-8202

M.I.L.

LOCATIONS POUR PARTICULIERS

Notre expérience et notre bonne renommée auprès des grandes entreprises sont maintenant disponibles pour vous particuliers. Laissez-nous vous aider pour la bonne sélection et la recherche de votre nouvelle voiture.

- Toutes les marques
- Gérant de service pour les réparations à votre disposition.



LOCATION
LEASING INC.

DIVISION DE/OF MAISLIN INDUSTRIES LTÉE/LTD.

SQUARE DECARIE
739-1941



si vous déménagez...

faites-nous connaître au plus tôt votre nouvelle adresse!

LA PRESSE reprendra son service à votre nouvelle demeure à la date qui vous conviendra.

UN GUIDE PRATIQUE DES PLANTES D'INTÉRIEUR



SERA ACHÉMINÉ À TOUS CEUX
QUI REPRENENT LEUR
ABONNEMENT À LA PRESSE.

la presse

Voici également quelques suggestions qui pourraient vous sauver de l'argent et faciliter cette opération pénible et fastidieuse:

1. Si c'est possible, ne déménagez pas le premier ou le dernier jour du mois.
2. Si vous devez utiliser les services d'une compagnie, avant de demander une estimation, jetez ou vendez tout ce que vous ne désirez pas conserver.
3. Envoyez nettoyer tous les articles qui en ont besoin ou qui en auront besoin dans un proche avenir et ils vous seront livrés à votre nouvelle adresse.
4. Demandez au moins 3 estimations. N'oubliez pas qu'en faisant le travail vous-même, et en louant un camion pour la journée vous pouvez économiser jusqu'à 50% du prix qu'exigera une compagnie.
5. Les tarifs des compagnies sont fonction, entre autres, du nombre d'heures requises pour emballer vos biens. Nous vous suggérons d'emballer vous-même tous les articles faciles à manipuler et de laisser seulement les choses fragiles aux déménageurs.
6. Soyez présent lorsque vos meubles sortent et entrent. Si vous témoignez d'un bris, signalez-le au responsable et exigez compensation.
7. Dressez une liste de vos biens, celle-ci pourrait être fort utile si on perdait quelque chose.
8. Marquez vos boîtes de couleurs correspondantes aux pièces ou ces articles seront rangés.
9. Marquez une boîte «dernière à transporter». En effet, cette boîte sera la première à sortir du véhicule et les articles qu'elle contient vous seront accessibles dès votre arrivée dans votre nouvelle demeure. Cette boîte contient savon, draps, ustensiles, etc.
10. Demandez un reçu après avoir payé (on n'accepte pas les chèques personnels).

Faites parvenir ce coupon à l'adresse indiquée:

LA PRESSE
Case postale 5025
Succursale Place d'Armes
Montréal, Québec
H2Y 3M1

(veuillez écrire en lettres moulées)

NUMÉRO D'ABONNÉ _____

DATE DU DÉMÉNAGEMENT _____

ADRESSE ACTUELLE

Non: _____

Adresse: _____

App.: _____

Ville: _____ Code postal: _____

NOUVELLE ADRESSE

Adresse: _____

App.: _____

Ville: _____ Code postal: _____

Tél.: _____

Écoutez
l'été à

RADIO
CITE
FM 107

FM 88 90 92 94 96 98 100 102 104 107

Descente de police rue Saint-Laurent

L'escouade de la moralité de la police de la CUM a procédé vendredi soir à l'arrestation d'une vingtaine de femmes dont quatre travestis qui faisaient le trottoir dans les environs de la rue Saint-Laurent et de la rue Sainte-Catherine.

Toutes ces personnes ont été relâchées samedi mais elles devront répondre à des accusations de flânage et de vagabondage en Cour des sessions de la paix cette semaine.

A cause d'un jugement rendu, il y a un an, à Vancouver, voulant que pour accuser une personne de sollicitation, l'on doit prouver que le client a été victime de harcèlement, l'escouade de la moralité a décidé d'utiliser la tactique des

policiers de Toronto en arrêtant ces personnes pour flânage ou vagabondage.

Cependant, en vertu de ces accusations, les personnes arrêtées ne sont pas tenues de subir un examen médical pour déterminer si elles sont porteuses de maladies vénériennes. Or, les statistiques prouvent que trois prostituées sur cinq qui ont déjà pratiqué leur métier dans ce secteur étaient atteintes d'une maladie vénérienne.

L'opération de police aura au moins permis à la police de noter plusieurs plaques minéralogiques d'autos de présumés clients qui pourront être interrogés ultérieurement.

Depuis quelques semaines, l'escouade de la moralité a procédé à 75 arrestations dans ce secteur de la ville.

café

Cours autodidactique de français écrit

Écrire sans faute

Lettres, rapports, procès-verbaux, mémos, notes

Sans aller à l'Université

L'Université vient à vous par courrier

Sans perdre de temps

Le café est un cours individualisé et informatisé (aucun diplôme n'est requis pour l'inscription)

Date limite d'inscription

21 septembre 1979

Téléphoner à: (514) 343-7393 ou envoyer le coupon-réponse à:



Université de Montréal
Café

C.P. 6211, succursale A
Montréal, (Québec)
H3C 3Y9

Je désire recevoir les renseignements et le formulaire d'inscription.

Nom/prénom

Adresse

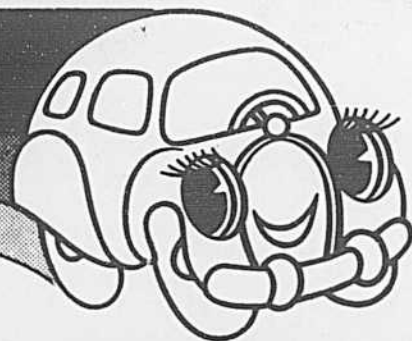
Un cadeau de vacances: VÉRIFICATION GRATUITE

de la suspension, de la direction, des pneus, des freins et du système de refroidissement. Hâtez-vous de prendre rendez-vous.

C'EST GRATUIT!

Nos détaillants garantissent leur travail pour 90 jours ou 4 000 milles. Comme ces offres s'appliquent à la plupart des voitures, vous ne paierez pas plus que les prix et tarifs indiqués dans cette annonce, chez les détaillants Esso du groupe des pros d'Esso. Utilisez votre carte de crédit Esso. La plupart des stations Esso acceptent également la carte Visa ou la carte Master Charge.

CES OFFRES EXPIRENT LE 30 JUIN.



NOUS PENSONS À VOS VACANCES.

Rien ne gâche des vacances aussi sûrement qu'une voiture qui fait des siennes. Les pros d'Esso le savent. Voilà pourquoi ils vous proposent de mettre toutes les chances de votre côté avant de prendre

la route. Profitez donc de ces offres spéciales avant-vacances, ainsi que des autres excellents services et produits des pros d'Esso. Et bonnes vacances!

VIDANGE D'HUILE

3⁹⁶

Ce prix, qui est celui de l'huile que vous payez et emportez, comprend jusqu'à 4 litres d'huile moteur Esso Extra et la main-d'oeuvre, bien entendu. Si un filtre et de l'huile supplémentaire sont nécessaires, ils seront facturés en sus.

ENTRETIEN DU CLIMATISEUR

39⁸⁸

la plupart des voitures

Ce service comprend: vérification de l'étanchéité du système; mesure des pressions de culasse et de soupape; essai de la capacité de refroidissement; inspection des courroies et poulies; vérification du niveau d'huile du compresseur; recharge de Freon, au besoin.

Pour connaître l'adresse des Pros d'Esso le plus proche à Montréal, composez 364-1781.



Les pros d'Esso

solde! jolis
peignoirs sans
souci de
«Leisure Lady»

Prix
Simpsons **19⁹⁹**
ch.

Lorsque vient le temps de la détente, portez un joli peignoir de «Leisure Lady». Voici 4 modèles soigneusement confectionnés dans un tissu léger et confortable. A ce bas prix vous aimerez sûrement en avoir plusieurs. Tailles P.M.G. Hâtez-vous!

A. Modèle enveloppant en tissu éponge bouclé, 75% triacétate/25% nylon. Surpiqûres trapunto, ceinture nouée. Bleu pêche, menthe, beige ou rose foncé.

B. Peignoir à devant boutonné. Polyester/coton. Col mandarin, poignets boutonnés, 2 poches plaquées. Petits quadrillés bleu, marine ou rouge sur fond blanc.

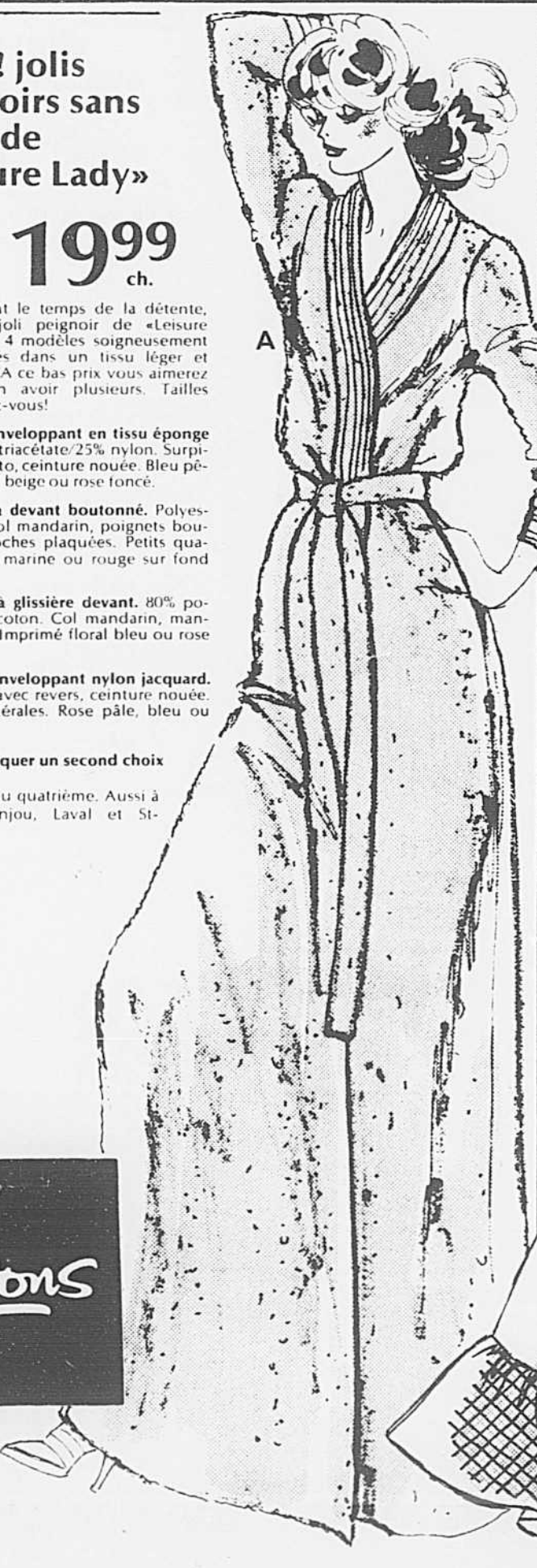
C. Peignoir à glissière devant. 80% polyester/20% coton. Col mandarin, manches raglan. Imprimé floral bleu ou rose pâle.

D. Modèle enveloppant nylon jacquard. Manches ¾ avec revers, ceinture nouée. 2 poches latérales. Rose pâle, bleu ou ivoire.

Veuillez indiquer un second choix de couleur.

Rayon 326, au quatrième. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Simpsons



belles robes de nuit
pour les romantiques

Voici des robes de nuit aussi fraîches que l'été. Elles sont très féminines et agréables à porter. 65% polyester/35% coton lavable à la machine. P.M.G.

E. Longue robe de nuit avec bretelles. Ton uni et garniture petit quadrillé «Tattersall». Bleu ou pêche. **10⁹⁹**

F. Robe de nuit courte à encolure carrée. Insertions dentelle délicate. Rose pâle ou aqua. **10⁹⁹**

F1. Longue robe de nuit assortie. **12⁹⁹**

Rayon 326, au quatrième. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Venez, écrivez...
ou composez
842-7221
jour et nuit